

***l'Anti*capitaliste**

n°469 | 28 mars 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

FACE À LA POLITIQUE DU FRIC ET DE LA MATRAQUE



URGENCE

SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE

Dossier

ALGÉRIE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Macron, Loiseau
et le nouveau monde
Page 2

ACTU POLITIQUE

Climat. Et 1, et 2 et 3 degrés:
c'est la révolution qui peut tout
changer! Page 4



ACTU INTERNATIONALE

Venezuela: jours sombres
pour la population
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Un an de grève reconductible
pour les postierEs du 92
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Macron, Loiseau et le nouveau monde

Ce sera donc Nathalie Loiseau. Le 26 mars, on apprenait que la désormais ex-ministre des Affaires européennes conduirait la liste LREM lors des élections européennes. Voilà qui met fin à un bouleversant suspense! Selon une enquête Odoxa, ce sont ainsi pas moins de 59% des sondés qui se déclarent «indifférents» à l'annonce de cette candidature. Nul doute que si nous avions fait partie du panel, nous aurions été de cette large majorité...

En effet, que ce soit Nathalie Loiseau ou un autre, le programme et le profil de la campagne de LREM sont connus: mesures au service des riches, destruction des acquis sociaux et des mécanismes de solidarité collective, mépris – en paroles et en actes – pour les classes populaires, défense de l'Europe de l'austérité et de la chasse aux migrantEs. Le tout agrémenté d'un chantage à la «menace populiste», quand ce sont précisément les politiques des Macron et Cie qui constituent le terreau sur lequel prospèrent les idées et les partis les plus réactionnaires.

De plus, le véritable leader de la campagne LREM était déjà connu: Emmanuel Macron lui-même, qui a lancé les hostilités avec une tribune publiée il y a quelques semaines dans la presse européenne, se posant en sauveur de l'UE et en bon premier de sa classe, ce qui pourrait prêter à sourire lorsque l'on sait qu'il caracole à 30% d'opinions favorables en France, soit à peine la moitié des opinions favorables aux revendications des Gilets jaunes.

Enfin, on sait que la campagne sera avant tout marquée par la situation politique et sociale en France, par l'arrogance et la violence du pouvoir face aux mobilisations, et qu'il sera difficile pour Macron et les siens de mener une campagne électorale «normale» – ce dont on ne peut que se réjouir. Les Gilets jaunes et tous les secteurs mobilisés contre les politiques de régression sociale entendent en effet jouer les trouble-fête, et le NPA sera bien évidemment de la partie.

On peut toutefois reconnaître à Nathalie Loiseau une qualité: celle d'être l'un des visages exemplaires de la Macronie. Haute fonctionnaire de carrière, cette technocrate longtemps proche d'Alain Juppé s'était fait remarquer en évoquant les migrantEs qui effectueraient un «shopping de l'asile» au sein des pays de l'UE. Et lorsqu'elle avait pris la direction de l'ENA en 2012, elle expliquait, à propos des élèves de l'école: «Ils sont intelligents, mais cela ne suffit pas à faire d'eux de bons managers.» Vous reprendrez bien un peu de «nouveau monde»?

À la Une

Face à la politique du fric et de la matraque, urgence sociale et démocratique

L'Acte 19 des Gilets jaunes restera marqué par les images d'une militante niçoise d'ATTAC, Geneviève Legay, 73 ans, violemment chargée par la police et grièvement blessée alors qu'elle manifestait pacifiquement, le drapeau de la paix à l'épaule. C'est tout un symbole, celui de la répression aveugle du gouvernement Macron-Philippe contre le mouvement des Gilets jaunes qui continue encore et toujours à lutter pour la justice sociale et les droits démocratiques.

Quatre mois après le premier week-end de mobilisation, le mouvement des Gilets jaunes continue d'être un fait politique et social majeur. Contrairement à ce que Macron et les siens espéraient lors du lancement du «Grand débat», la contestation n'a pas cessé et, selon les dernières enquêtes d'opinion, les Gilets jaunes continuent d'être soutenus majoritairement dans la population, avec des niveaux de soutien très élevés dans les classes populaires. Les campagnes de dénigrement et la focalisation politico-médiatique sur les «violences» n'ont pas suffi: les revendications pour plus de démocratie, pour plus de justice sociale et fiscale, pour l'augmentation des salaires et des revenus, etc., recueillent l'adhésion de la majorité de la population, ce qui confirme le caractère minoritaire du pouvoir et de ses politiques.

Confirmation de l'échec du Grand débat

Le «Grand débat» et la propagande gouvernementale auront essentiellement servi à ressouder une partie de la base électorale de Macron et à lui faire gagner des soutiens sur sa droite, comme l'indiquent l'ensemble des enquêtes d'opinion. Une étude du Cevipof sur les participantEs à 240 débats locaux confirme cette tendance: 55% d'hommes, moyenne d'âge 60 ans, 64% de diplôméEs du supérieur, 75% de propriétaires. Soit une sociologie marquée, à mi-chemin entre les électeurs de Macron et de Fillon, et très éloignée des catégories les plus investies dans le mouvement des Gilets jaunes, qui indique que ces



dernierEs, si ils et elles n'ont pas collectivement appelé au boycott des initiatives du «Grand débat», ne s'en sont pas saisis, maintenant le cap d'une mobilisation extra-institutionnelle et d'une défiance à l'égard du pouvoir.

Le macronisme, un autoritarisme sans précédent

Les médias dominants en parlent peu, mais il est désormais avéré que Macron et son gouvernement ont pris un tournant autoritaire sans précédent: utilisation de l'armée pour le maintien de l'ordre, adoption de la loi dite «anticasseurs» qui remet en cause le droit de manifester, arrestations préventives décidées par le préfet, utilisation d'armes «à létalité réduite» contre des milliers de manifestantEs... Depuis le début de la mobilisation des Gilets jaunes, 8700 personnes ont été placées en garde à vue, 2000 ont été condamnées, dont 800 à des peines de prison

ferme. Près de 1800 sont en attente de leur jugement. Par ailleurs, depuis le mois de novembre, les violences policières ont tué une personne – Zineb Redouane, 80 ans, touchée au visage par une grenade lacrymogène à Marseille – et blessé des milliers d'autres, dont au moins 222 blessées à la tête, 22 éborgnées et cinq qui ont vu leur main arrachée.

Pour défendre nos libertés, unité contre les violences policières

Face à la répression, les initiatives se multiplient (voir page 4) et il y a urgence à lancer une vaste campagne unitaire pour dénoncer cette politique et imposer:

- une amnistie générale et sans condition pour toutes les Gilets jaunes victimes de la répression policière et judiciaire exercée par le gouvernement Macron;
- l'abandon et l'interdiction de toutes les armes dites non létales mais dont l'utilisation conduit à des mutilations ou à des morts, telles

que les flashballs et les grenades de désencerclement;

- que la lumière soit totalement faite sur les chaînes de commandement responsables des violences policières ayant abouti à des blessures de manifestantEs;
- le retrait de la loi dite «anticasseurs» qui est une remise en cause totale du droit de manifester.

Construisons un grand mouvement d'ensemble

Samedi dernier, malgré les menaces de répression du gouvernement, nous étions plus nombreuses et nombreux dans la rue que la semaine précédente. Et le mouvement des Gilets jaunes reste soutenu par une majorité de la population. Après la journée de grève et de manifestation du mardi 19 mars, dans beaucoup d'entreprises ou de services publics (comme dans le secteur de l'éducation nationale), des grèves locales se multiplient contre la casse sociale, pour de meilleures conditions de vie. En particulier, c'est d'une hausse générale de tous les revenus dont nous avons besoin, pour une augmentation des salaires de 300 euros. Un minimum pour vivre dignement! Dans la jeunesse, une nouvelle génération se lève pour la justice climatique, remettant en cause le capitalisme et son productivisme. En Algérie, c'est tout un peuple qui se mobilise pour déloger le système. Ces mobilisations montrent qu'en ce début de printemps, la perspective doit demeurer la construction d'un grand mouvement d'ensemble des travailleurEs et des jeunes: des grèves, des blocages, des manifestations, pour mettre en échec Macron, son gouvernement et le patronat. S.P. et J.S.

ALGÉRIE

« Nous voulons un changement du système et non pas un changement dans le système »

Entretien. Hocine Guernane, militant du Parti socialiste des travailleurs en Algérie, répond à nos questions concernant l'évolution de la mobilisation ces derniers jours.

Quel bilan fais-tu de la mobilisation de vendredi 22 mars ?

En termes de nombre, je crois qu'il n'y a pas de différence significative avec le vendredi de la semaine passée. La mobilisation est toujours aussi forte même si le mauvais temps a dû retenir quelques personnes âgées. Comme d'habitude, la marche s'ébranle quelques minutes avant la fin de la prière. Les fidèles rejoignent la marche et se diluent totalement à l'intérieur. Aucun mot d'ordre islamique ne fuse.

À Bejaia, où j'ai marché, il y avait approximativement une bonne centaine de milliers de marcheurs, même s'il est hasardeux de donner une estimation quelconque. La marche avait comme d'habitude une ambiance de fête. La présence des femmes était massive, tout comme les hommes, elles chantaient et animaient des carrés dans la marche. Il y avait beaucoup de familles avec des enfants. Autant dire qu'il y avait de la joie dans l'air. La manifestation, ce sont aussi des milliers de gens qui suivaient



BIEN DIT

Nous nous déclarons par avance toutes et tous complices des prochains rassemblements que les Gilets jaunes organiseront, avec ou sans l'autorisation de la préfecture

Appel signé par 350 universitaires, publié sur le site *lundi matin* le 22 mars 2019.

Un monde à changer

MACRON, TOUJOURS LE MÉPRIS À LA BOUCHE. Macron, une fois de plus, n'a pas pu se retenir. Après la grave blessure de Geneviève Legay, porte-parole départementale d'Attac, lors d'une charge policière samedi 23 mars à Nice, il a déclaré à *Nice-Matin* : « Pour avoir la quiétude, il faut avoir un comportement responsable. Je pense que quand on est fragile, qu'on peut se faire bousculer, on ne se rend pas dans des lieux qui sont définis comme interdits et on ne se met pas dans des situations comme celle-ci. Cette dame n'a pas été en contact avec les forces de l'ordre. Elle s'est mise en situation d'aller dans un endroit interdit, de manière explicite, et donc d'être prise dans un phénomène de panique. Je le regrette profondément, mais nous devons, partout, faire respecter l'ordre public. Je lui souhaite un prompt rétablissement, et peut-être une forme de sagesse. » Les « vieux » sont donc interdits de manifestation. Ils devraient se satisfaire sur ce plan aussi d'être mis au rancart. Qu'ils et elles crèvent en silence avec leur retraite désindexée des prix, chez eux ou – s'ils en ont les moyens – dans un EHPAD, de préférence privé. Cet individu, dont la seule idéologie est le culte du capital, et qui n'a probablement jamais manifesté de sa vie, se croit même autorisé

à donner des leçons de vie aux « anciens ». Dans le soutien aux grèves, dans les associations, les retraités sont présents et actifs depuis des décennies. De même qu'ils et elles le sont chez les Gilets jaunes ou parmi ceux qui, comme Geneviève, à qui le NPA apporte toute sa solidarité et souhaite de se rétablir au plus vite, sont révoltés par les atteintes aux libertés d'un président qui confond la « République » avec les vitrines des boutiques de luxe. Mais il n'y a pas que les vieux : l'avocat de Geneviève Legay a eu raison de rappeler ce que déclarait en 1986 le ministre de l'Intérieur de l'époque, Robert Pandraud, après la mort de l'étudiant Malik Ousseki, poursuivi par la police : « La mort d'un jeune homme est toujours regrettable mais [...] si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire le con dans la nuit. » Toutes celles et ceux qui sont victimes des coups de la police, quelle que soit la situation, n'auraient donc à s'en prendre qu'à eux-mêmes. En tout cas, pour reprendre un titre de BD, les « vieux fourneaux » emmerdent Macron et ont bien l'intention de continuer, c'est une façon de rester jeunes !

Mme Geneviève Legay a été brutalement bousculée et projetée au sol par les forces de polices, ce samedi 23 mars 2019 à l'entrée sud de la place Garibaldi. Elle souffre de plusieurs fractures du crâne, au rocher (oreille interne) et d'hématomes sous-duraux. [...] Aujourd'hui, ses proches attendent de connaître l'étendue des séquelles que Geneviève aura à supporter pour les jours, les mois et les années à venir. Nous, Gilets jaunes des Alpes-Maritimes, accusons les responsables politiques, locaux et nationaux, les responsables des hiérarchies descendantes (préfets, polices et assimilés) de fomenter la violence, les tensions et de provoquer les drames innombrables qui désormais affectent la population dans son ensemble. Geneviève, envers laquelle nous exprimons notre soutien, notre reconnaissance et nos vœux d'un rétablissement optimal, est hélas une victime de plus dans ce long cortège d'éborgnés, de mutilés, de défigurés, de traumatisés physiquement et moralement qui défile dans toute sa morbidité, loin de l'exposition médiatique, depuis le 17 novembre.

« Nombreuses illégalités »
Ce samedi, les forces de l'ordre se sont rendues coupables de nombreuses illégalités.
– Les grenades et le LBD ne sont pas des armes offensives, or à aucun moment quiconque n'a vu un

VIOLENCES POLICIÈRES Communiqué des Gilets jaunes des Alpes-Maritimes

Nous publions des extraits d'un communiqué diffusé par les « Gilets jaunes des Alpes-Maritimes » (<http://www.giletsjaunes06.com/>) suite aux violences policières commises à Nice le samedi 23 mars, qui ont notamment entraîné les graves blessures de Geneviève Legay, militante gilet jaune et porte-parole d'Attac 06, à laquelle nous apportons tout notre soutien.



manifestant tenter d'agresser un représentant de la loi ;
– Les LBD ont encore été tirés à hauteur de tête (une oreille coupée en deux ce samedi à Nice en témoignage) ;
– Les forces de l'ordre, après dispersion (quartier Saint-Philippe), ont poursuivi les manifestants dans les petites rues (hors périmètre « interdit »). Elles y ont fait usage d'armes urbaines (LBD, matraques...) blessant plusieurs personnes sans nécessité légale

(plusieurs agressés ont dû se rendre à l'hôpital) ;
– Nombre d'arrestations arbitraires effectuées sur des personnes n'ayant aucune attitude vindicative. [...] Le déploiement des forces de l'ordre ce samedi 23 mars a été disproportionné, exagéré, démesuré dans la volonté expresse de faire monter la tension, de faire peur à la population, d'instrumentaliser le mouvement des Gilets jaunes à des fins de communication médiatique, politique et électorale. [...]

parti sans eux. Ils reprennent les mots d'ordre et les slogans du mouvement, ils ne l'enrichissent pas de leurs propres revendications.

Comment l'auto-organisation progresse-t-elle ?

Le processus est très lent. Chez les travailleurs, les dégâts causés par le néolibéralisme avec la complicité des syndicats sont énormes. Ils ont démantelé la moindre tradition d'organisation, soumis les travailleurs à la résignation, encouragé la compétition et la méfiance parmi eux. Leurs syndicats se sont tous bureaucratisés, et les travailleurs n'ont pas dans leur mémoire collective des expériences autres auxquelles se référer. Il faut espérer que le mouvement populaire exerce une pression suffisante sur les syndicats et les amène à réagir. Les syndicats autonomes qui pul-

lulent dans la fonction publique ont exprimé un soutien formel au mouvement populaire, mais leurs directions sont dans des initiatives d'offres de service au pouvoir. Pour le moment le secteur qui a marqué de son empreinte le mouvement c'est l'université, où des marches régulières sont organisées chaque mardi. Un début d'auto-organisation commence à prendre forme. Des débats sont organisés, des conférenciers sont invités. Il faut aussi signaler un début d'organisation dans certains villages et quartiers populaires. Des femmes aussi prennent des initiatives pour mettre en place des collectifs de femmes. C'est le cas notamment de nos camarades Aïcha à Aokas, Wissam à Bejaia, Amira à Constantine, Lydia et Nahla à Alger et d'autres...

Propos recueillis par Antoine Larrache
Version longue sur <https://npa2009.org/actualite/international/macron-occupe-toi-damasser-du-bois-cette-annee-tu-nauras-pas-de-gaz-pour-te>

Le chiffre

135 euros

C'est le montant de l'amende qui a été infligée à deux habitantEs de l'Orne, arrêtés ce samedi à Paris à proximité des Champs-Élysées. Leur tort ? Avoir porté un pull-over sur lequel était écrit « Oui au RIC, je dis oui au référendum d'initiative citoyenne ». Commentaire de l'un des interpellés : « C'est de l'abus de pouvoir ».



Agenda

Samedi 30 mars, Acte 20 des Gilets jaunes.

Samedi 30 mars, manifestation pour le droit au logement, Paris.

À 12 h, rassemblement pique-nique, à 14 h, départ de la manifestation, place du Palais-Royal (lignes 7 et 1).

Samedi 30 mars, manifestation parents-enseignantEs contre la loi Blanquer sur l'école.

Mercredi 3 avril, manifestation pour la régularisation et l'égalité des droits, Paris.

À 18 h, de place de la Madeleine en direction du ministère de l'Intérieur. Des rassemblements auront lieu dans toute la France devant les préfectures. À l'appel de collectifs de sans-papiers, syndicats et associations.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Moi j'aime bien avoir des amis qui gagnent. Je ne veux pas avoir que des amis qui perdent.

NICOLAS SARKOZY faisant, le 23 mars, l'éloge de son « ami » Victor Orbán, Premier ministre hongrois nationaliste, antisocial et anti-immigrés.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

la marche par les balcons et les terrasses des immeubles en déployant des drapeaux et en saluant les marcheurs. Les commerces, magasins, cafés sont tous ouverts. Concernant les mots d'ordre scandés, ceux qui reviennent le plus sont : « Le peuple veut la chute du régime », « Pouvoir dégage », « Assemblée constituante », « 2^e République », « Souveraineté au peuple ». On trouve aussi ça et là des slogans : « À quoi servira le changement si le travailleur reste misérable », « Nous voulons un changement du système et non pas un changement dans le système », « Rendez-nous l'Algérie », « Oh voleurs, vous avez ruiné le pays ». Il y a aussi des slogans contre l'ingérence étrangère du genre : « Macron, occupe-toi d'amasser du bois, cette année tu n'auras pas de gaz pour te chauffer ». Il y a aussi des slogans internationalistes à l'image de : « Macron soutient Bouteflika, le peuple soutient les Gilets jaunes ».

Comment la mobilisation évolue-t-elle ?

La grève générale de cinq jours à compter du 10 mars a été largement suivie. Même les commerces qui n'étaient pourtant pas concernés par l'appel à la grève ont suivi. Certains par adhésion, d'autres par souci d'éviter la singularisation, d'autres encore par peur de représailles. Au deuxième jour de la grève, après l'annonce de Bouteflika de renoncer à sa candidature pour un 5^e mandat et l'annulation des élections présidentielles prochaines, les patrons de la zone industrielle d'Akbou ainsi que le patron de Cévital ont sommé les travailleurs de reprendre leurs postes de travail. Les travailleurs ont bien sûr refusé. Cette grève a permis aux travailleurs de secouer la léthargie qui régnait dans les lieux de travail. [...] Cependant, cette mobilisation des travailleurs résonne comme un acte d'adhésion à un mouvement populaire

RÉPRESSION Moins ils convainquent, plus ils répriment

Le durcissement des politiques répressives se fait sur tous les terrains, par la loi votée le 12 mars qui s'ajoute encore aux mesures existantes, mais aussi par les dispositifs policiers et judiciaires mis en œuvre.

La police a mobilisé des moyens importants pour traquer sur les réseaux sociaux des « coupables » de l'Acte 18. Quitte à violer allègrement le cadre légal : ainsi deux jeunes Gilets jaunes de Touraine ont fait deux jours de garde à vue avant d'être libérés en comparution immédiate pour des erreurs de procédure, alors qu'on leur reprochait d'avoir posté sur Facebook une photo d'objets récupérés au Fouquet's.

Un Acte 19 sous le signe sécuritaire

Mais la violence de la répression judiciaire est effectivement dissuasive pour celles et ceux qui ont été condamnés, et bien au-delà. Et ce sont pas moins de 2000 condamnations qui ont été prononcées depuis 4 mois, selon la ministre de la Justice, qui précise que « 40% sont des peines d'emprisonnement ferme et 60% d'autres types de sanctions comme des travaux d'intérêt général ou des sursis ». Un cap a été franchi lors de l'Acte 19, samedi 23 mars, avec entre autres l'annonce de la mise à contribution des soldats de Sentinelle pour dégager des forces supplémentaires contre les manifestantEs, et avec la possibilité de l'utilisation de marqueurs dans les gaz alors que ceux-ci ne peuvent en rien constituer la preuve d'un délit... Et avec un battage médiatique ininterrompu qui a créé un climat justifiant de nouvelles violences policières. Ce que les faits n'ont pas démenti. Le ministère de l'Intérieur a en effet annoncé samedi que « 40 500 personnes ont manifesté en France dont 5 000 à Paris, encadrées par 65 000 policiers et gendarmes ». À Paris, « 8 545 contrôles ont eu lieu, dont 5 547 dans des périmètres interdits aux manifestations », tandis que « 233 personnes ont été interpellées en France, 107 ont été verbalisées, 172 placées en garde à vue ». Enfin, la blessure grave de la porte-parole d'ATTAC 06, ponctuée des déclarations méprisantes habituelles de Macron, confirme que pour eux, ce sont bien les manifestantEs qui sont responsables des violences policières.

Urgence à se mobiliser

L'aggravation des dispositifs de répression est un véritable baromètre du rejet de Macron et de sa politique. Et les sondages sont impitoyables : un récent sondage Odoxa-Dentsu Consulting indique que 68% des personnes interrogées désavouent le limogeage du préfet de police de Paris et des autres boucs émissaires, et que 76% considèrent que Castaner est incapable d'empêcher la répétition des « violences » sur les Champs-Élysées. Dans le même sondage, 55% reconnaissent la légitimité des revendications des Gilets jaunes même si la même proportion estime qu'il faudrait que les manifs s'arrêtent. Un arrêt sur image parlant : la politique de Macron et de son gouvernement ne passe pas, n'est pas légitime, bien au-delà des Gilets jaunes, et la fuite en avant répressive ne convainc pas. Et ne dissuade pas les Gilets jaunes et des militantEs de descendre dans la rue malgré toutes les intimidations et les menaces. Ce gouvernement, qui ne veut rien céder politiquement, n'a d'autre choix que de poursuivre son escalade répressive, et ne s'en prive pas, comme le montre l'interpellation inacceptable, lundi 25 mars, de Ian B. du collectif « Désarmons-les ». Il y a urgence à construire une réaction pour défendre les droits démocratiques, à commencer par le droit de manifester et de dénoncer les violences policières. C'est ce qui a commencé à se faire avec le meeting unitaire qui a rassemblé mercredi 20 mars, à Paris, plus de 400 personnes autour d'une « commission d'enquête » militante, qui a débouché sur la volonté de travailler à un Observatoire de la répression, comme l'envisage également un cadre unitaire large initié par la FI. Il est indispensable que ces cadres combattent idéologiquement la campagne réactionnaire, mais soient également en capacité de mobiliser des forces dans la rue au côté des Gilets jaunes, des syndicalistes et militantEs réprimésEs à La Poste, au DAL, à Bure... pour mettre un gros stop à l'offensive répressive.

Cathy Billard

Il faut savoir que les collègues partiront dès leur dossier finalisé, au fur et à mesure, et qu'il est prévu de licencier les derniers, les retardataires ou récalcitrants, le 1^{er} octobre. Resteraient ensuite 20 à 30 personnes pour assurer les formalités de fermeture. La production s'arrêtera officiellement le 1^{er} août. De fait, nos vacances d'été auront un début (le 2 août) mais pas vraiment de fin, puisque nous ne sommes pas censés reprendre le chemin de l'usine fin août, à part bien sûr pour les formalités de départ (préretaire ou licenciement). Pour les semaines qui viennent, d'avril à juillet, la direction nous prépare psychologiquement, en imposant des RTT pour avoir 12 jours de coupure en mai et en organisant la production sur 4 jours, donnant ainsi tous les vendredis sous forme de « congés maison ».

Une gestion de fin de vie

La direction gère donc très tranquillement cette « fin de vie ». Et tout se passe sans heurt, pour l'instant. L'ensemble du personnel étant bien entendu préoccupé par la façon de partir : certains parmi les plus anciens ont le choix, soit la préretraite soit le licenciement, se lançant dans des calculs pour voir ce qui est le plus intéressant ou plutôt le moins pénalisant. Les autres doivent aussi réfléchir : chercher un travail, à proximité ou plus loin ? Chercher maintenant ou attendre que des opportunités viennent ? Suivre une formation ? Créer sa propre entreprise ? Et puis combien on va avoir en indemnités ? Il faut comprendre les calculs, les vérifier et parfois il y a des déçus qui s'attendaient à plus. Il faut dire que la direction a tellement vanté le PSE, affirmé que c'était une chance de rebondir dans la vie, de réaliser nos rêves...

Chacun de son côté, chacun pour soi ?

Nous voilà donc aspirés dans un processus d'individualisation maximale.

FORD BLANQUEFORT Une guerre de perdue, reste encore des batailles à mener

Depuis l'homologation du PSE nous sommes dans ce qui devrait être la dernière phase du processus de liquidation de l'usine. Même si la production continue encore, pour la forme, pour maintenir un minimum de discipline au travail (faut bien occuper « intelligemment » les salariéEs), la priorité de la direction, c'est bien de préparer les départs de tout le monde dans les six mois qui viennent.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Chacun ne voit logiquement et inévitablement que son intérêt particulier. Dès le début, dès l'annonce de la fermeture par Ford, dès même avant sûrement, au fil des mois, peut-être des années, Ford a préparé le terrain pour nous avoir à l'usure. En la jouant facile tant l'ambiance sociale dans l'usine, était dominée par la résignation, l'absence totale de perspective de résistance collective.

Alors on paye tout ça. Malgré les faiblesses, on aura tenté de changer la donne, avec notre équipe militante déterminée et une minorité de collègues convaincue que la meilleure façon de retrouver un emploi, c'est tout simplement de garder celui que nous avons.

Ford n'en a pas fini avec nous

C'est triste mais il n'y a pas de quoi se démoraliser. Nous n'avons pas eu la force d'empêcher la catastrophe, certes, mais nous sommes toujours disposés à résister et à trouver la moindre faille pour mener nos batailles. Tout n'est pas complètement fini. D'une part les négociations annuelles obligatoires (NAO) approchent, et ce sera l'occasion de parler argent, de revendiquer une prime exceptionnelle pour faire payer Ford à la hauteur ses profits. Nous préparons également notre attaque en justice, au TGI, contre Ford, contre son « droit » à fermer l'usine et à supprimer les emplois. Nous voulons faire reconnaître qu'il

n'y a pas de motif économique pour liquider le site, et aussi que Ford a abusé de son droit de refuser un repreneur.

Enfin, nous n'abandonnons pas tout espoir d'éviter la disparition de l'usine. Nous tentons de pousser l'État et les collectivités territoriales à reprendre Ford, d'une manière ou d'une autre, terrain, bâtiment et machines, pour y réimplanter une activité, sauvant ainsi quelques centaines d'emplois.

La défense des emplois, c'est politique

Car le problème de défense des emplois, directs et induits, est un problème politique, celui d'une intervention des pouvoirs publics contre les logiques destructrices du privé. Il s'agit d'avoir une stratégie industrielle, de prendre en main des outils de production pour lancer des activités socialement utiles, répondant aux urgences environnementales. Cela suppose une confrontation avec les multinationales, de dire stop à leur plein pouvoir, à leur impunité, cela oblige à changer les lois pour réquisitionner, reprendre l'argent public détourné au minimum. Il y a du chemin à parcourir car lors des premières réunions du groupe de travail pour la réindustrialisation de l'usine, les collectivités territoriales comme le ministère restent encore bien timorés face à Ford qui décide encore de tout. Mais c'est pas fini.

Philippe Poutou

CLIMAT Et 1, et 2 et 3 degrés : c'est la révolution qui peut tout changer !

Vendredi 22 mars, pour la 6^e semaine consécutive, des milliers de jeunes sont descendus dans les rues des villes de France pour crier leur révolte face à l'inaction écologique du gouvernement.

Ces lycéenEs, et même de nombreux collégienEs, ont séché leurs cours pour rejoindre les différentes manifestations. Ils et elles étaient notamment plus d'un millier à Nantes, un peu moins à Paris, plusieurs centaines à Toulouse, ou Strasbourg. Si des membres du gouvernement se sont permis de jouer les hypocrites en se pointant à la manifestation du 15 mars, qui avait quant à elle réuni des dizaines de milliers de jeunes, dans le même temps les gardes à vue se multiplient pour celles et ceux qui osent décrocher les portraits de Macron des mairies pour dénoncer la politique climatique gouvernementale. Trois procès sont déjà prévus.

Continuer de se mobiliser...

Bien que moins massives que la précédente, les manifestations de vendredi dernier exprimaient la volonté de continuer. Les slogans venaient bien plus des cortèges que des mégaphones. Pour celles et ceux qui ont rejoint la mobilisation à partir du 15 mars, ces nouvelles manifestations ont d'ailleurs été l'occasion

de se rencontrer et de discuter, de partager les expériences faites dans chacun des lycées, avec en tête la volonté de revenir la semaine suivante et de refaire sortir les cortèges de lycéenEs que l'on avait vus à l'occasion du 15 mars. Cette volonté de s'organiser s'est traduite à Paris par

une assemblée générale place des Invalides à l'issue de la manifestation. Les organisateurs de la manifestation souhaitaient pour de bonnes et sans doute de mauvaises raisons annuler l'assemblée générale, mais celle-ci s'est quand même tenue car tout le monde restait sur place.



CHARMAG

... face aux capitalistes et leurs serviteurs

Ce qui est notable avec ce mouvement c'est que presque toutEs les jeunes discutent d'écologie, et surtout de comment faire bouger les choses. Les discussions tournent autour des suites de la mobilisation, de la construction d'un rapport de forces, et face à qui surtout. Beaucoup n'ont plus envie de se laisser culpabiliser. Compliqué de mettre au même niveau la responsabilité de jeunes de moins de 20 ans, et celle des grandes entreprises capitalistes et de leurs dirigeants. J.B. Foster, professeur de sociologie aux États-Unis, avance que les « 1% » sont responsables de plus de 50% des destructions de l'environnement : à nous de relayer cette idée. Comportements individuels et solutions techniques pour contrer le réchauffement climatique semblent pour l'instant mis de côté. Néanmoins, si l'on croise plusieurs Gilets jaunes en manifestation le vendredi et des jeunes le samedi en gilet jaune, la conscience de faire partie d'un mouvement d'ensemble face à Macron et aux patrons reste à développer. C'est d'autant plus notable que ces nouvelles manifestations arrivaient moins d'une semaine après les émeutes des Champs-Élysées, et quelques jours après la manifestation syndicale du 19 mars.

Stéphane Pirès

VENEZUELA Jours sombres pour la population

La seule certitude est l'ampleur de la crise économique et sociale dont souffre le peuple vénézuélien : une inflation qui atteint des chiffres astronomiques à 5 ou 6 zéros, le pouvoir d'achat du salaire de base aujourd'hui évalué à 6 dollars mensuels, une pénurie de médicaments de première et indispensable nécessité tels que l'insuline, etc.

Spirale de crise

Les racines structurelles de cette crise sont connues : les choix profonds du chavisme de tout miser sur une économie extractiviste, et des revenus de l'État exclusivement tirés de l'exportation du pétrole. Des choix sans marges de manœuvre par un respect global de la propriété capitaliste intérieure et des mécanismes financiers internationaux, en continuant à payer rubis sur l'ongle les intérêts de la dette.

La corruption, le marché noir et les fuites de capitaux, pratiqués tant par les couches supérieures de la bureaucratie bolivarienne que par les classes toujours possédantes (et jamais dépossédées) de la bourgeoisie, ont accéléré le déclenchement et l'accélération de la spirale de la crise. Il est par ailleurs évident que la politique de « guerre économique » menée depuis Obama, mais considérablement renforcée par Trump, contribue à en aggraver les conséquences. Le récent hold-up de Trump sur CITGO, la filiale nord-américaine de PDVSA, la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne, en est une illustration flagrante.

La récente gigantesque « panne électrique » qui a affecté tout le pays résume bien la situation. Une panne brutale et soudaine, annoncée par l'opposition mais aussi prévue par les syndicalistes de la compagnie d'électricité, qui a plongé les villes

Deux mois après l'autoproclamation, programmée depuis Washington, de Juan Guaido comme « président intérimaire », et un mois après sa tentative d'« invasion humanitaire » à partir de la frontière colombienne, la situation reste très incertaine au Venezuela.



DR

dans le noir, paralysé les téléphones, ordinateurs, distributeurs d'argent et d'essence, provoqué un rebond démentiel de la spéculation et une pénurie d'eau potable et d'équipements hospitaliers d'urgence. Bref un chaos sûrement attendu et espéré par l'opposition, mais aussi sûrement provoqué par l'incurie d'un gouvernement bureaucraté et corrompu.

Ras-le-bol populaire

Malgré tout, le gouvernement Maduro tient toujours. En effet, deux mois après le déclenchement de cette offensive conjointe des secteurs de droite ultralibéraux et du gouvernement de Washington contre Maduro, il semble bien que ce dernier ait « gagné » la première manche. Contrairement à ce qu'espéraient sans doute Trump et Guaido, la hiérarchie des forces armées boliviennes, cœur et garant du pouvoir de Maduro, n'a pas changé de camp. Les masses, non

seulement de couches moyennes et aisées mais aussi populaires, qui avaient manifesté contre Maduro les mois précédents, ne sont pas cette fois descendues aussi nombreuses en soutien à l'opération Guaido-Trump. Mais du côté de Maduro, qui est certes parvenu une fois de plus à mobiliser dans la rue des dizaines de milliers de partisans, ce fut également en bien moins grand nombre que dans un passé récent.

C'est sans doute que, pour la majorité de la population, le ras-le-bol de la situation et du régime, d'une part, et les craintes d'intervention militaire et le sentiment anti-impérialiste, d'autre part, ne suffisent plus à se mobiliser d'un côté ou de l'autre. Dans une situation aussi dramatique, beaucoup doivent craindre de servir de « chair à canon » pour un camp, et c'est le cas de Maduro comme celui de Guaido, qui ne leur inspire qu'une confiance et un enthousiasme très limités.

Les forces pro-Guaido sont fondamentalement dirigées par une droite raciste et revancharde préparant une véritable « contre-révolution blanche », ultralibérale, décidée à effacer jusqu'au souvenir des conquêtes de la période chaviste. Les forces pro-Maduro sont dirigées par un régime autoritaire et corrompu, pour lequel la « révolution bolivarienne » n'est qu'un slogan.

Nouvelles manœuvres à venir

Les semaines qui viennent seront sans doute l'occasion de nouvelles manœuvres, de nouveaux coups bas, et même, qui sait, de négociations souterraines entre Maduro, voire d'autres secteurs du « bolivarisme » cherchant un suppléant, et Guaido, voire d'autres secteurs de la droite cherchant un meilleur cheval. On ne voit pour l'instant se dessiner aucune issue favorable aux travailleurs et à la population vénézuélienne. L'absence de force populaire capable d'offrir à une échelle significative une perspective de lutte immédiate contre les effets désastreux de la crise, en même temps qu'une issue politique, résolument anti-impérialiste et démocratique, se fait cruellement sentir.

Quoi qu'il en soit, même si une intervention militaire impérialiste semble pour l'instant écartée, mais en aucun cas abandonnée, l'embargo économique et financier contre le Venezuela continue et s'aggrave. Et il est bien clair que notre solidarité avec le peuple vénézuélien contre l'impérialisme et ses serviteurs de droite est totale.

Fabrice Thomas



Le monde en bref

Palestine Les autorités palestiniennes contre les mouvements sociaux

Le 10 mars 2019, 13 militants préparant des initiatives de rue contre la hausse du coût de la vie dans la bande de Gaza étaient arrêtés par les forces de sécurité du Hamas. Quelques jours plus tard, le 14 mars, ce sont des centaines de personnes, rassemblées dans plusieurs camps de réfugiés de Gaza pour réclamer un arrêt de la hausse des prix, qui étaient victimes de répression policière, sévèrement battues par la police du Hamas. Au cours de la semaine, des centaines de personnes ont été arrêtées, militantEs, journalistes, membres d'ONG, suscitant les protestations de plusieurs de ces dernières, dont Amnesty International. La situation économique catastrophique de la bande de Gaza est en premier lieu la conséquence du blocus imposé par Israël depuis plus d'une décennie : 70 % de chômage chez les jeunes, les 3/4 de la population dépendante de l'aide internationale, au moins 65 % sous le seuil de pauvreté... Mais la politique des autorités palestiniennes rivales, qu'il s'agisse du Hamas à Gaza ou de l'Autorité palestinienne (AP) à Ramallah, n'aide en rien la population : c'est ainsi que l'AP impose des mesures de rétorsion à Gaza (blocage des salaires, des transferts d'argent, non-paiement de certaines factures), qu'elle utilise comme moyen de pression sur le Hamas, tandis que ce dernier, pour remplir les caisses, pratique des hausses de taxes ciblées qui pénalisent les plus pauvres des Gazaouis.

C'est pour protester contre cette situation économique désastreuse que certains Gazaouis se sont rassemblés et, quand bien même certains des organisateurs des rassemblements ne seraient pas dénués d'arrière-pensées politiques, rien ne saurait légitimer la répression ordonnée par le Hamas. Notons que l'organisation islamique reproduit les pratiques de la direction de Ramallah, elle aussi régulièrement coupable de violences contre les militantEs, les protestations sociales, les mouvements de grève, etc.

Si, en Palestine, rien ne peut s'expliquer sans la situation d'occupation, tout ne s'explique pas par elle et elle ne saurait tout justifier. Les autorités palestiniennes, leurs rivalités et leur refus de toute contestation interne sont aujourd'hui partie intégrante des problèmes quotidiens du peuple palestinien et des obstacles à leur émancipation.

Roumanie « La stratégie du patron c'est de nous affamer ! Nous ne céderons pas ! »

Depuis le 4 mars, les 460 travailleurEs de la filiale du géant suédois Electrolux à Satu Mare, dans le nord-ouest de la Roumanie, sont en grève. Les conditions de travail se détériorent avec des cadences insupportables ou des amplitudes de température de 30 degrés dans l'usine, les grévistes demandent une augmentation de 650 Lei brut (137 euros), soit près de 40 % d'augmentation de salaire pour nombre d'entre elles et eux. Les patrons intimident les grévistes, en proposant à celles et ceux ne voulant pas s'associer au mouvement de rester à la maison en étant payé 75 % de leur salaire. Ils proposent une augmentation de 5 % et un bonus dérisoire. Ça n'a freiné personne. Inspirés par le mouvement des Gilets jaunes, les grévistes d'Electrolux ont organisé jeudi 21 mars, la « marche de vestes bleues » pour faire connaître leurs revendications à l'ensemble de la population. Près d'un millier de personnes se sont rassemblées.

Les grévistes subissent des attaques d'une partie de la presse et de l'opinion publique. Dans cette zone désindustrialisée où 20 % de la population travaille à l'étranger, les usines existant encore (dans l'électroménager ou le textile) sont présentées comme une aumône pour légitimer les abus des patrons qui interdisent, dans certains cas, toute affiliation syndicale et menacent eux aussi de fermer les sites et de délocaliser. Mais la grève continue...

Quelque 96 entreprises, affiliées à l'ex-officialiste Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM), regroupant environ 60 000 travailleurs sont parties en grève sur la revendication d'une augmentation de salaire de 20 % et d'une prime annuelle de 32 000 pesos (1 670 dollars) indexée sur les hausses salariales. Ce mouvement « 20-32 » a gagné dans 92 maquiladoras, quatre grèves restent à gagner en plus de la grève à l'usine Coca-Cola. La vague gréviste a touché des puissants supermarchés comme Wall-Mart, Soriana et Chedraui, bien que là ils n'aient pas complètement atteint leurs objectifs.

Syndicats débordés

Le mouvement a commencé quand le patronat a essayé d'escamoter une augmentation de 100 % du salaire minimum, décrétée par le nouveau gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador sur toute la zone frontalière, tentant par là de freiner la migration de travailleurEs mexicains et de remplir les engagements d'améliorations salariales inscrits dans la renégociation de l'ALENA entre le Mexique, les États-Unis et le Canada. La manœuvre patronale résidant dans le fait qu'en échange de céder cette augmentation salariale ils prétendaient supprimer d'autres prestations inscrites dans les contrats de travail, y compris la prime annuelle. Les patrons ont expliqué, à travers leurs dociles représentants syndicaux, que le « coupable » de cette mesure était López Obrador avec sa politique « irresponsable ».

MEXIQUE Une grève générale victorieuse dans 92 maquiladoras

Un fait inédit dans l'histoire des luttes sociales au Mexique s'est produit au mois de janvier dernier et a surpris tout le monde : une grève générale dans l'industrie des maquiladoras de la ville de Matamoros, Tamaulipas.



AQUIMATAMOROS

Face au risque d'être débordés par leurs bases, les syndicalistes jaunes n'ont pas eu d'autre choix que celui de déposer un appel à la grève générale pour le vendredi 25 janvier. La réponse inhabituelle et combative de la classe ouvrière (souvenons-nous qu'au Mexique on n'avait pas vu une réaction du même type depuis les années 1930, a mis la classe patronale en état d'alerte rouge. Les patrons ont déclaré de façon hypocrite qu'ils n'avaient

« pas les moyens d'accorder une telle augmentation » et ont menacé de quitter le pays.

« Qu'ils ouvrent les livres de comptes ! »

De son côté le gouvernement de López Obrador a renouvelé son appel aux syndicats pour qu'ils retiennent les grèves et leur a rappelé que « oui, nous allons réaliser les augmentations, mais lentement parce que sinon on peut briser l'économie

nationale... Il vous faut parler avec les travailleurs, leur dire que nous ne pouvons pas récupérer du jour au lendemain tout le salaire qui a été perdu pendant la période néolibérale, le salaire va s'améliorer, il va monter, mais nous devons le faire de façon graduelle, parce que sinon on va ruiner les entreprises, on va ruiner l'économie, nous devons prendre soin des sources de travail ».

On se doute bien qu'il est impossible de récupérer en une seule fois une perte de 80,08 % du pouvoir d'achat du salaire, accumulée pendant la période néolibérale, mais pour autant on ne peut nier le fait que les grandes entreprises sont largement en état d'offrir de meilleurs salaires sans mettre en danger « l'économie nationale ». Si les chefs d'entreprise prétendent qu'ils n'ont pas les moyens de satisfaire les revendications des travailleurEs, alors qu'ils ouvrent les livres de comptes et qu'ils le démontrent !

Coordinara Socialista Revolucionaria (traduction Didier Gété)

Version longue sur <https://npa2009.org/actualite/international/mexique-une-grève-générale-victorieuse-dans-92-maquiladoras>



ANALYSES DU SOULÈVEMENT POPULAIRE EN ALGÉRIE

Depuis le 22 février, l'Algérie est le théâtre d'un soulèvement populaire qui fait vaciller le régime en place. Pour mieux comprendre les racines et les enjeux de ce soulèvement, nous avons compilé, dans ce dossier, diverses analyses produites par des militants et intellectuels algériens au cours des dernières semaines. Nous ne pouvons qu'encourager nos lecteurEs à se reporter à ces textes dans leur «version longue», puisque nous avons été contraints de n'en reproduire que des extraits forcément limités.

AVEC LE PEUPLE ALGÉRIEN, CONTRE LE RÉGIME ET SES ALLIÉS

Voilà désormais plus d'un mois qu'un soulèvement populaire de masse a débuté en Algérie. L'étincelle qui a mis le feu aux poudres a été l'annonce, par le régime, d'une cinquième candidature du président Bouteflika, au pouvoir depuis 1999 et fortement diminué par un AVC subi en 2013, année depuis laquelle il ne s'est plus adressé publiquement à la population. Une étincelle dans une situation déjà explosive, ce dont témoigne l'ampleur prise par le mouvement et le très rapide dépassement de la revendication initiale, l'opposition au cinquième mandat de Bouteflika, par des revendications beaucoup plus générales, démocratiques et sociales, dirigées contre le régime dans son ensemble.

«Système, dégage»

Comme dans le cas des soulèvements arabes de 2010-2011, il s'agit de comprendre que «le régime» ne désigne pas ici les seuls dirigeants politiques, mais bien un dispositif global de gestion économique-politique, autoritaire et prédatrice, reposant sur une redistribution clientéliste et corruptrice de la



manne financière que représentent les recettes liées aux exportations d'hydrocarbures. Une situation de «développement bloqué», pour reprendre les termes de Gilbert Achcar, qui se traduit par une importante paupérisation de la population, un chômage massif et une absence de perspectives pour la jeunesse, des inégalités sociales de plus en plus creusées, et un défaut d'horizon politique alternatif favorisant la résignation et les logiques de repli individualiste. C'est donc bien contre un «système» que la population se soulève depuis le 22 février, date des premières manifestations de masse

dans les rues algériennes, et non contre la seule candidature de Bouteflika. C'est pourquoi les manœuvres du régime, qui fait mine de reculer sur la candidature de Bouteflika tout en prétendant se porter garant d'une «transition» qui s'opérerait sous son seul contrôle, n'ont pas suffi à faire taire les revendications populaires et à faire cesser les mobilisations. Le 15 mars et le 22 mars, ce sont de nouveau des centaines de milliers d'AlgérienEs qui se sont mobilisés aux quatre coins du pays, témoignant de la vitalité de la mobilisation, ainsi que d'un processus rapide de politisation, avec

la multiplication des assemblées, plus ou moins formelles, de discussion et d'élaboration.

Solidarité internationale et anti-impérialiste!

L'avenir du soulèvement algérien n'est pas tracé, et l'expérience des trajectoires des mobilisations dans la région nous renseigne sur le fait que les appareils dirigeants et leurs alliés impérialistes ne manquent pas de ressources pour tenter de canaliser, voire de casser les mobilisations populaires. Le régime algérien, s'il n'a pas pour l'instant fait le choix de la brutale répression, tente et tentera de tout faire pour se maintenir au pouvoir, quitte à opérer quelques réformes cosmétiques et à sacrifier certaines de ses figures les plus honnies, y compris Bouteflika lui-même, et il peut compter en cela sur le soutien de l'allié français. Notre solidarité doit donc s'exprimer fortement, en soutien au soulèvement algérien, contre le pouvoir et contre ses soutiens, au premier rang desquels la France, pour la satisfaction des revendications sociales et démocratiques populaires et la chute du régime. Julien Salingue

RETOUR SUR LA CRISE DU RÉGIME

Déjà ancienne, la crise du régime se manifeste par une crise de représentation concrétisée en premier lieu par une désaffection populaire massive sur le plan électoral. Selon les chiffres officiels de participation qui sont systématiquement gonflés, il n'y avait que 50,7% de votants à la dernière élection présidentielle de 2014 contre 74,56% à celle de 2009. [...] En dehors de la clientèle du régime, la majorité des Algériens ne votent pas. Plusieurs millions d'entre eux, les jeunes en particulier, ne sont pas inscrits sur les listes électorales. [...] La désaffection n'épargne pas les partis d'opposition qui peinent à convaincre et mobiliser, toutes tendances confondues et qui vivent des crises organiques récurrentes. Idem pour les syndicats patronaux et de travailleurs. La majorité des Algériens ne croit plus à la possibilité d'une alternance politique dans le cadre du régime actuel. Les islamistes radicaux qui avaient conquis le cœur de nombreux citoyenEs dans les années 1980-1990 ne sont plus crédibles politiquement, mais aucune autre force n'a réussi à occuper l'espace ainsi libéré.

De la crise d'hégémonie à la crise politique

Entamé il y a exactement vingt ans, le règne de Bouteflika a été ponctué par une impressionnante et incessante série de scandales : trafics de cocaïne, affaires de corruption sur le foncier, les grands chantiers publics (autoroute Est-Ouest) et la passation de marchés avec des multinationales étrangères (multiples affaires Sonatrach-ENI-Saipem), affaire Khalifa de dilapidation des deniers publics au profit d'une société montée par un golden-boy, privatisations au dinar symbolique... La liste des scandales serait trop longue à égrener, mais tous ont en commun de concerner des membres de la nomenklatura (ministres, responsables de la police et de l'armée...) et/ou leurs enfants et de la nouvelle classe bourgeoise affairiste. [...]

La crise d'hégémonie aurait pu se poursuivre durant quelques mois encore, voire quelques années. Mais la présidentielle d'avril prochain a constitué le facteur déclenchant de la crise politique avec l'annonce de la candidature de Bouteflika à un cinquième mandat et, comble du cynisme et du mépris des gouvernants à l'égard du peuple, de l'affirmation selon laquelle les citoyens étaient heureux de cette candidature, voire l'auraient ardemment sollicitée. Cela, ni les masses ni les différentes oppositions ne pouvaient le tolérer. Jusqu'au 21 février 2019, aucune force politique ou sociale ne menaçait le pouvoir. Ce dernier n'était

contesté qu'en paroles, par des opposants impuissants et marginalisés. Même les grèves de travailleurs qui tendaient à se multiplier ne l'inquiétaient pas vraiment. Aussi s'apprêtait-il à reconduire le président sortant ou, plus exactement, sa photo encadrée exhibée en toutes occasions (cérémonies officielles, meetings...) par ses zélés et intéressés partisans. Le statu quo semblait constituer l'horizon indépassable du pays. Mais le 22 février a constitué le point de rupture avec, à la suite d'appels anonymes lancés sur les réseaux sociaux, l'irruption spectaculaire des masses sur la scène politique, suivie, une semaine plus tard, d'un déferlement populaire historiquement inédit dans les 48 wilayas (départements) du pays. Cette mobilisation des masses a changé la donne politique. Elle a brisé le mur de la peur, permis la reconquête du droit de manifester dans tout le pays et particulièrement à Alger où il était interdit depuis 2001. [...]

Le camp du pouvoir sonné

Le camp du pouvoir se compose essentiellement d'appareils : la présidence de la République, l'état-major de l'ANP, la gendarmerie nationale, les services de sécurité et la DGSN, le gouvernement et d'autres institutions (Cour suprême, Conseil constitutionnel, APN et Sénat...), les partis de la coalition présidentielle, le dispositif médiatique public et privé et les directions d'organisations satellites du pouvoir : Union générale des travailleurs algériens (UGTA), FCE, Union nationale des femmes algériennes, une dizaine d'organisations estudiantines parasitaires... mais aussi des associations à caractère religieux influentes : confréries soufies (zaouïas) et l'Association des oulémas musulmans algériens. Ce camp est bien organisé, discipliné et dispose de la force publique, de l'administration, d'un appareil médiatique imposant et des moyens financiers et matériels de l'État. Mais il a, a contrario, perdu l'initiative, se trouve en situation de défensive, s'isole et perd chaque jour un peu plus de soutiens.

Fortement et fermement contesté par la rue, ce camp est sonné. Hier arrogant et monopolisant la parole médiatique, ses dirigeants ne sont plus seulement inaudibles, ils sont muets. Leur campagne en faveur du 5^e mandat est totalement à l'arrêt. Ils ne peuvent tenir de meetings et n'apparaissent plus dans leurs téléés qu'ils squattaient pourtant depuis des décennies.

Extrait de Hocine Belaloufi, «Algérie: d'une crise de régime à une crise politique», 7 mars 2019 : <https://www.contretemps.eu/algérie-crise-regime/>



LES RACINES SOCIALES DE LA CRISE : PAUVRETÉ DE MASSE ET LUTTES ENTRE FRACTIONS BOURGEOISES

Quatorze millions d'Algériens vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire 35 % de la population, et 10 % des Algériens détiennent 80 % des ressources du pays. Ces données sont fournies par une enquête de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) datant de 2015. Si les chiffres officiels indiquent un écart considérablement moindre, ils convergent néanmoins pour souligner une augmentation importante incontestable de l'écart des richesses : les données de l'Office national des statistiques indiquent ainsi que 20 % des ménages s'accaparent 40 % des dépenses globales du peuple algérien en 2013

« Réformes économiques »

Le processus de « réformes économiques » inauguré par le président Chadli Bendjedid [président de 1979 à 1992, successeur de Houari Boumediène NDLR] et poursuivi par ses successeurs est conduit avec la bénédiction

des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale). Il conduit à l'émergence d'une classe de charognards sous l'action de trois procédés. Le premier est appelé officiellement la « cession des biens de l'État » mais est dans les faits une véritable opération de vol à grande échelle des biens de la nation. Les dignitaires du régime s'accaparent des milliers de villas de maître et autres résidences à des prix ridicules au regard de la valeur de ces biens. Le différentiel entre le prix de cession par l'État et le prix de vente sur le marché est de 1 à 10, selon des évaluations. [...]

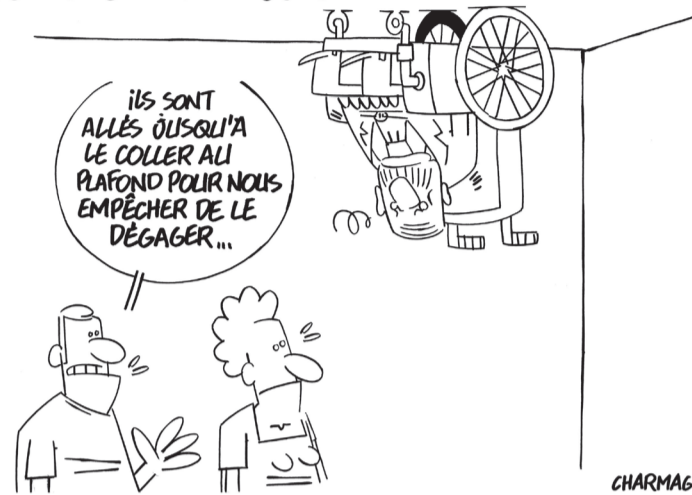
Le second procédé est celui de la privatisation du secteur public qui selon les chiffres publiés en 2003 par le ministère de la Participation et de l'Investissement a touché 1200 entreprises. À l'image des villas et maisons de maître, les entreprises publiques sont bradées à une bourgeoisie parasitaire [...]

d'État sur le commerce extérieur avant qu'il soit tout simplement aboli en 1989 dans le cadre des accords dit de « Stand-by » négociés et signés avec le FMI (mai 1989 et juin 1990). La loi de finances complémentaire de 1990 autorise ainsi « les concessionnaires et grossistes agréés à importer des produits de consommation, des biens d'équipement et des biens de consommation industriels pour les revendre en l'état » rappelle l'économiste Mehdi Abbas en soulignant que « cette loi est à l'origine de l'émergence d'un nouveau groupe socio-économique concentré autour des activités d'import et d'export, que nous qualifions de commercialiste »¹. [...]

Fractions de la bourgeoisie en lutte

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la lutte acharnée des différentes fractions de la bourgeoisie pour le contrôle de l'État et en conséquence les difficultés à trouver un successeur à Bou-tesfika. La guerre féroce qu'elles se livrent pour mettre chacune

ALGÉRIE :
LE POLNOIR S'ACCROCHE



leur homme à la tête de l'État est à la hauteur des sommes faramineuses que redistribue cet État en faveur « des grands gagnants de l'accaparement des rentes régaliennes, de la nomenklatura civile et militaire reconvertie dans

les affaires d'importation, dans l'immobilier de rente et de luxe, des patrons du secteur privé, des petits entrepreneurs de l'économie souterraine grise ou noire et des élites mondialisées dites de transition-basculement qui ont

travaillé à la légitimation des nouveaux rapports sociaux »². C'est également ce contexte qui explique que la fraction de la bourgeoisie, encore plus libérale que le pouvoir actuel, tente d'instrumentaliser l'inédit mouvement populaire de contestation pour accéder au pouvoir. Elle compte pour ce faire sur l'absence de débouché politique à court terme pour se présenter comme une alternative face à un pouvoir détesté et à sa clientèle tout aussi honnie.

1 – Mehdi Abbas, « L'ouverture commerciale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme », *Revue Tiers-Monde*, n° 210, avril-juin 2012, p. 60.
2 – Abdelatif Rebah, *Le Développement national contrarié*, Alger, INAS, 2011.

Extrait de Saïd Bouamama, « Algérie :

Du prétexte conjoncturel aux causes systémiques. Promesses et dangers d'une révolution de la dignité », 11 mars 2019 : <https://bouamamas.wordpress.com/2019/03/11/algérie-du-pretexte-conjoncturel-aux-causes-systémiques-promesses-et-dangers-d'une-revolution-de-la-dignité/>

POUR L'AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS

Contrairement à l'idée selon laquelle les Algériennes et les Algériens se seraient réveillés le 22 février, les événements en cours sont en réalité le fruit d'un long processus nourri du combat des forces les plus déterminées et payé par elles au prix fort. De nombreuses luttes sectorielles, qui ne se sont guère aventurées sur le terrain politique, ont été menées au cours de la dernière période, dans toutes les régions du pays.

Les concessions matérielles, faites par un gouvernement désireux d'acheter la paix sociale, ont été rattrapées par l'inflation et la cherté de la vie, ce qui souligne l'importance du mot d'ordre de grève générale pour dépasser la segmentation et se constituer en force indépendante.

Vers l'émancipation sociale

La main tendue des oligarques aux travailleurs est un marché de dupes et ne fait que perpétuer



leur subordination à l'agenda néolibéral. Car ce sont les hommes d'affaires qui ont besoin des masses populaires pour faire pression sur le pouvoir afin de défendre leurs privilèges. En revanche, les chômeurs, les pauvres et les salariés n'ont pas besoin de s'appuyer sur les milliardaires pour affirmer leurs propres objectifs. [...]

L'aspiration à un changement radical s'est exprimée massivement et avec force dans les rues, faisant vaciller les tenants du régime. Pour la grande majorité de notre peuple, la quête de la liberté n'est pas séparable de celle de l'égalité. Nous sommes aux côtés des classes populaires dans leur volonté de gérer elles-mêmes leurs propres

affaires. Car il ne peut y avoir de démocratie réelle sans prise en compte de leurs aspirations spécifiques.

Nous sommes partisans de l'auto-organisation des travailleurs, à travers la mise en place d'assemblées dans les quartiers, les villages et les villes, où les individus délibéreront de la prise en charge de tous les aspects de la vie quotidienne, sans la médiation de l'État ou des professionnels de la représentation. Il s'agit d'aller le plus loin possible dans la remise en cause de l'ordre capitaliste, sécuritaire, patriarcal et religieux. [...]

Le chemin qui mène à l'émancipation sociale est long mais il n'est pas d'autre voie pour réaliser l'épanouissement de chacun et de tous.

Extrait de Mohammed Harbi et Nedjib Sidi Moussa, « L'Algérie est au bord de l'éclosion », 11 mars 2019 : <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/120319/mohammed-harbi-et-nedjib-sidi-moussa-l-algerie-est-au-bord-de-l-eclosion>

LE DÉBAT SUR LA REVENDICATION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Le débat sur l'assemblée constituante ou la simple réforme de la constitution est maintenant clairement posé, avec en filigrane, le contenu social et économique de ce changement tant voulu. Autrement dit, une transition vers quoi ? Mais la clé de voute de cette équation reste la direction de ce processus. [...] Reste à construire les représentants légitimes de ce mouvement, autrement dit l'auto-organisation. C'est ici où se situe l'impasse pour l'instant : ceux d'en haut ont perdu toute légitimité. Les partis politiques, syndicats et associations classiques ont perdu toute représentativité. Le mouvement n'a pas encore produit les nouvelles structures. Dans ce contexte, l'idée des comités populaires des « secteurs professionnels » fait son chemin. [...]

L'action des travailleurs reste faible

Il s'agit dans ce contexte d'apprécier concrètement la situation. L'émergence de comités populaires n'a pas une portée révolutionnaire dans l'absolu. Si les soviets dans la Russie de 1917 étaient composés d'ouvriers d'usine et de classes pauvres portées politiquement et idéologiquement par les bolchéviques, les mêmes types de structures de l'Iran de 1979, appelées « Choura », furent portées par les Mollahs derrière Khomeiny. En 2001, la révolte algérienne qui a touché essentiellement les territoires de la Kabylie a aussi produit ces comités populaires, initialement portés politiquement

par la gauche (essentiellement PST) mais vite phagocyté et repris par ce qu'on a appelé à l'époque « les Aârouchs », traditionnels dans la forme et conservateurs dans le contenu. Il ne s'agit donc pas d'idéaliser ou de sacraliser l'auto-organisation. Aujourd'hui en Algérie, comme le souligne l'historien et ancien combattant pour l'indépendance de l'Algérie [Mohamed Harbi, voir texte ci-contre], il y a « la main tendue des oligarques aux travailleurs (qui) est un marché de dupes et ne fait que perpétuer leur subordination à l'agenda néolibéral ». Car ces hommes d'affaires, continue le même auteur, « ont besoin des masses populaires pour faire pression sur le pouvoir afin de défendre leurs privilèges ». C'est un marché de dupes, certes ! Mais il peut prendre dans un mouvement qui veut rapidement en finir avec ce pouvoir et où l'action des travailleurs et syndicats reste faible. Il reste le mot d'ordre d'assemblée constituante. Celle-ci ne constitue pas non plus la solution absolue. Après octobre 1988, la mise en place d'une assemblée constituante aurait donné une majorité absolue islamiste fascisante vu la dynamique prise par l'islamisme à ce moment-là dans la société. Aujourd'hui, l'assemblée constituante, comme revendication, permet de laisser la brèche ouverte et de se préparer à porter le débat dans la société.

Extrait de Nadir Djermoune, « Algérie : première victoire de la dignité retrouvée », 13 mars 2019 : <https://npa2009.org/actualite/international/algérie-première-victoire-de-la-dignité-retrouvée>

VERS UNE SITUATION PRÉRÉVOLUTIONNAIRE ?

Il est clair désormais que ceux d'en bas ne veulent plus. Ils l'ont exprimé clairement et massivement de toutes les façons possibles, en particulier dans la rue. Mais en dépit des défections qui se multiplient et s'accroissent à mesure que le mouvement populaire se développe, ceux d'en haut peuvent encore. Ils ne peuvent pas tout, mais ils disposent encore de la capacité de réprimer. L'armée masse des

troupes près des villes et des grands axes stratégiques du pays. Nous ne sommes pas dans une situation révolutionnaire, mais dans une situation qui ne demande pas grand-chose pour devenir prérévolutionnaire. Son évolution va dépendre de trois facteurs : – le maintien et le renforcement de la dynamique de mobilisation populaire pacifique et, de plus en plus, d'auto-organisation ; – l'approfondissement, ou non, des contradictions au sein du



camp du pouvoir et son acceptation, ou non, d'un changement politique profond ; – la capacité ou non des forces politiques du camp du peuple à maintenir l'unité du mouvement tout en ouvrant des perspectives pour faire basculer définitivement le rapport de forces et contraindre le pouvoir à céder.

Extrait de Hocine Bellaloufi, « Algérie : d'une crise de régime à une crise politique », voir page 6.

ÉTATS GÉNÉRAUX DES MATERNITÉS

La convergence mise en pratique

Les États généraux des maternités qui se sont déroulés les 22, 23 et 24 mars avaient comme intitulé «Macron accouche», faisant référence aux 9 mois de lutte du collectif CPasDemainLaVeille pour la réouverture de la maternité du Blanc.

Ce sont 16 délégations de collectifs de maternité fermée ou de sites hospitaliers menacés qui se sont retrouvés au Blanc, le temps d'un week-end, afin d'échanger et de donner suite au premier «Rendez-vous des mater' en colère» qui avait eu lieu à Bernay le 26 janvier dernier.



«À quand le prochain drame?»

Parmi elles, on notait la présence de défenseurEs de la maternité de Die, qui mènent une lutte tristement médiatisée suite à la perte de son bébé par une femme qui connaissait une grossesse à risque et qui aurait pu être prise en charge plus rapidement si le site existait toujours.

Ce genre d'événement dramatique est dans la tête de chaque personne qui se mobilise pour défendre ces services de proximité. D'ailleurs, il y a quelques jours, une mère a accouché dans sa salle à manger au Blanc sans professionnelE de santé, à quelques centaines de mètres de la maternité fermée... Tout s'est bien passé, mais il faut noter que c'est la troisième naissance hors d'une maternité en l'espace de 9 mois. Du coup, tout le monde s'interroge : à quand le prochain drame?

Autour d'ateliers thématiques et de tables rondes en présence de spécialistes, près de 200 personnes ont travaillé collectivement, afin de donner une suite à leurs luttes. «Pourquoi ils ferment des maternités et pourquoi lutter contre la fermeture de maternités de proximité?», «Comment résister ensemble?», «Quelles alternatives et comment les rendre possibles?» : quelques exemples des questions centrales qui ont été abordées. TouTEs les participantEs partent du constat fondamental que les combats ne doivent plus être isolés, que c'est une attaque politique globale et que la riposte doit se faire ensemble.

D'ailleurs, en signe de convergence, la parole a aussi été donnée à Adès, membre des Gilets jaunes du Blanc, expliquant que ce combat est aussi celui des Gilets jaunes et qu'il y a un lien entre la défense des services publics et la défense du monde rural.

Ce fut l'occasion aussi de passer des moments plus festifs grâce au concert de soutien avec Baptist' et Gauvain Sers qui jouaient à guichet fermé.

ChacunE espère bien qu'il y aura une suite à tous ces débats. Cela pourrait se traduire par une journée d'action nationale. À suivre...

Antoine Godon (NPA 36)

PARIS 18^e Les militantEs de la CGT rouvrent au public une boutique EDF

Une excellente initiative des salariéEs d'EDF à Paris, en défense des services publics de proximité.

Alors que la direction avait arbitrairement fermé il y a plusieurs mois un des derniers accueils physiques de la capitale, les syndicalistes ont, pendant 3 jours, clairement démontré le besoin d'un service public de proximité, en rouvrant l'accueil EDF du 70, boulevard Barbès à Paris les 12, 13 et 14 mars.

Les couches populaires pénalisées

Plusieurs centaines de cas ont été résolus pour les usagerEs (fermetures abusives de lignes, délais de

paiement, facturation). Une pétition a recueilli plus de 1000 signatures pour exiger la réouverture de la boutique. Pour conclure cette action, une réunion publique s'est tenue dans la boutique même le 14 mars au soir, avec le soutien de la plupart des organisations et associations du quartier, dont le collectif pour les droits sociaux et les libertés. Des syndicalistes de l'APHP, de La Poste, de la SNCF, ont formulé un même constat : les restructurations, suppressions d'emplois, fermetures des accueils au public... pénalisent essentiellement les



couches les plus pauvres de la population. Et l'information forcée exclut celles et ceux qui ne maîtrisent

pas internet (notamment les personnes âgées...).

Devant le succès de cette opération, très appréciée par la population, une nouvelle occupation est prévue pour le mois de mai. Celle-ci ne se limitera pas aux questions relatives à EDF, mais à tous les services publics (transports, santé, poste, impôts, etc.)

Le NPA du 18^e mettra toutes ses forces militantes en action pour faire de cette nouvelle occupation un succès, qui oblige la direction d'EDF à rouvrir son agence locale.

Alain Pojolat

ÉDUCATION NATIONALE

Macron du pognon, Blanquer démission!



Depuis l'élection d'Emmanuel Macron il y a maintenant presque deux ans, pas un secteur professionnel n'est épargné par des réformes de fond visant à réorganiser la production tant manuelle qu'intellectuelle. Dans les fonctions publiques, la poursuite de la suppression massive de postes et ses conséquences sur les conditions de travail des agents a pour corollaire une dégradation vertigineuse du service rendu aux usagers, de l'hôpital à l'école en passant par les Finances publiques. Et dans certains secteurs, on se mobilise de plus en plus. Exemple avec l'enseignement.

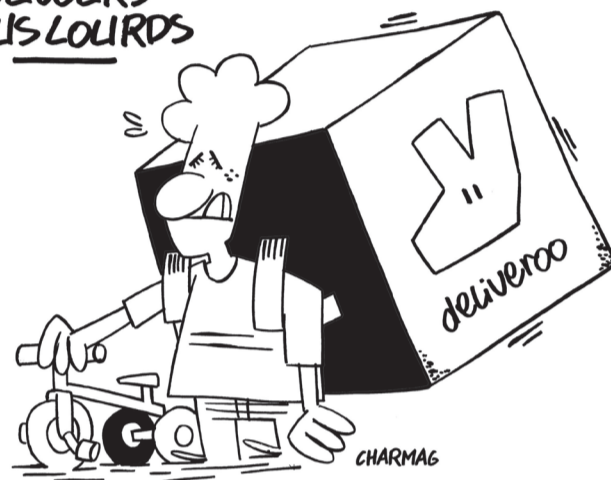
Le 19 mars était la troisième journée de grève interprofessionnelle. Cette fois-ci, ce sont les enseignantEs qui ont exprimé massivement, et un peu à la surprise générale, leur inquiétude et surtout leur colère face à la politique du gouvernement.

Contre la destruction du service public d'éducation

Il faut dire que depuis sa nomination, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer ne ménage pas sa peine pour détruire brique par brique le service public d'éducation.

La réforme des lycées, mais aussi celle de la voie professionnelle, annonçaient la couleur : orientation de plus en plus précoce, l'apprentissage comme modèle et les mains tendues aux entreprises pour «faire leur marché» directement dans les établissements, le grignotage des matières générales en lycée professionnel et l'amenuisement, selon le quartier dans lequel on étudie, des matières proposées en lycée général et, cerise sur le gâteau, la mise en place de l'évaluation permanente dans le cadre de la réforme du bac, avec un diplôme dont le cadre national est cassé au profit d'un bac maison dont la valeur sera largement conditionnée par la situation géographique du lycée qui le délivre... Et Parcoursup est venu clore cette fuite en avant vers l'école de la sélection. Les annonces autour du drapeau tricolore dans toutes les classes

LES CARTABLES TOUJOURS PLUS LOURDS



ont commencé à agiter les esprits : ça ne leur suffirait donc pas de supprimer les postes, de faire disparaître les réseaux d'aide, de ne remplacer qu'au compte-gouttes les absentEs, de faire s'effiloche toutes les structures d'aide aux familles, il faudrait en plus que l'on enseigne sous les oripeaux de la République pour témoigner de notre allégeance à la fonction!

Contre l'école à la Blanquer, les enseignantEs déter!

L'annonce publique du contenu de la réforme autour du projet «L'école de la confiance» a commencé à faire grincer des dents. Et ce sont la restriction du droit à l'expression publique des enseignantEs, le regroupement des

écoles autour d'un collège et la disparition des directions d'école au profit d'adjoint des principaux de collèges qui auront eu raison de ce que l'on peut bien appeler l'abnégation des professeurEs des écoles.

Pourtant, dans les articles de la loi, bien d'autres mesures sont presque plus lourdes de conséquences : l'obligation de scolarisation dès trois ans par exemple. Elle est un véritable trompe-l'oeil puisque déjà 98% des enfants de trois ans sont scolarisés. Mais elle est avant tout une prodigieuse manne financière pour les écoles maternelles privées sous contrat qui devront être désormais financées par les municipalités. Le SNUipp-FSU des Bouches-du-Rhône estime que ce sont 150 millions d'euros qui échapperaient ainsi au public!

Réussite du 19 mars

Les cortèges «éducation» du 19 mars étaient particulièrement denses, que ce soit ceux des syndicats ou bien ceux auto-organisés autour des Stylos rouges, des

collectifs Blanquer ou de Touche pas à ma Zep.

Pour la première fois depuis des années, les assemblées générales ont rassemblé beaucoup de collègues et les taux de grève allaient jusqu'à 80% par endroit dans le premier degré, avec 40% au niveau national d'après les syndicats.

Nombre d'AG ont décidé de poser dans le décor une nouvelle journée de grève cette semaine avec à la clé des discussions sur la reconduction : à Nantes, d'où la contestation est partie, à Lyon, Marseille, Toulouse, au Havre, en Île-de-France, à Clermont-Ferrand, dans les Deux-Sèvres. Pourtant l'intersyndicale a fait le choix d'attendre 15 jours pour une nouvelle date de grève de l'éducation, le jeudi 4 avril, deux jours avant le départ en vacances de la première zone. Cette date s'est évidemment immédiatement mise en opposition avec le choix des AG les plus combattives. Mais cependant, cela indique clairement que le frémissement initié par les AG massives de Nantes est contagieux et qu'une montée en puissance d'une mobilisation pour l'école est possible.

De nombreuses AG avaient appelé à la grève le 28 mars et, à Paris, à une manifestation en direction du ministère et une AG Île-de-France le soir-même. Le samedi 30 sera l'occasion de rallier les parents à la contestation durant la journée nationale de manifestations. C'est avec ce potentiel que nous devons envisager la grève nationale du 4 avril et ses suites, avec un mot d'ordre prioritaire : retrait de toutes les réformes Blanquer! Nous avons la possibilité d'un plan d'action pour gagner et pas pour témoigner, c'est le moment d'y aller pour terrasser Blanquer et son école de la misère!

Correspondante

SANTÉ

Médecine de ville : vers l'industrialisation?

Le gouvernement utilise les déserts médicaux, les difficultés grandissantes à trouver un médecin, pour faire émerger une nouvelle organisation pour les médecins de ville : une médecine industrielle. Cela en rupture avec la politique traditionnelle qui se résumait à : «Augmentez vos revenus en faisant des dépassements d'honoraires (qui sont passés de 900 millions à 2,5 milliards d'euros), mais limitez vos prescriptions remboursées par la Sécu (arrêts de travail, médicaments)».

La médecine libérale est à bout de souffle, notamment la médecine générale. À cause des politiques libérales, d'abord. Au nom du déficit

de la Sécu, les gouvernements ont réduit le numéros clausus de 8500 places en 1971 à 3500 places en 1993, et préparé les déserts médicaux. Mais, plus fondamentalement,

PRINTEMPS DE LA PSYCHIATRIE

Une mobilisation qui en appelle d'autres

Après une première initiative en janvier, 500 personnes, professionnelEs, patientEs, familles de patientEs, ont manifesté à Paris jeudi 21 mars.

Rassemblement autour de l'appel « Printemps de la psychiatrie, pour un renouveau des soins psychiques », les manifestantEs ont non seulement revendiqué des moyens supplémentaires pour les établissements psychiatriques, mais ont aussi exigé une véritable approche relationnelle du soin.

Pour une psychiatrie débarrassée des logiques comptables

Ce jeudi 21 mars, d'autres initiatives ont eu lieu en régions, à Rennes, à Quimper (voir encadré). À Lyon, à l'appel de la CGT et Sud, mais aussi de la CFDT, de la CFTC et de l'UNSA, 150 personnes se sont réunies devant l'Agence régionale de santé pour dénoncer notamment le plan d'économies de 10 millions d'euros que la direction du CH du Vinatier veut imposer. À Paris, après que la statue de Philippe Pinel¹ a été fleurie, des



À Quimper, mobilisation à l'EPSM Gourmelen

Une vingtaine de salariéEs se sont appropriés les Printemps de la psychiatrie à l'Établissement public de santé mentale (EPSM) Gourmelen à Quimper (29), à l'initiative du syndicat Sud Santé sociaux. Parmi eux étaient présents des représentantEs du PCF, d'EÉLV, d'Ensemble, du NPA, et le vice-président de la coordination de défense des hôpitaux de proximité. La CGT Gourmelen et les CEMEA étaient excusés.

Abrités par un barnum, pour raviver le souvenir de celui planté pendant plusieurs jours en 2013 lors de lutte contre la suppression de 3 RTT, ils et elles ont passé l'après-midi à échanger sur la souffrance au travail, la difficulté à exercer leur métier, comment lui redonner du sens...

Il a également été évoqué la nécessaire résistance à la marchandisation de la santé publique, contre les coupes budgétaires, pour défendre l'hôpital public et la qualité des soins. Il s'agissait aussi de discuter de redonner envie aux collègues de se mobiliser et ne plus se contenter d'être dans la plainte. L'idée de créer un collectif réunissant les salariéEs syndiquéEs ou non, des usagerEs, des associations, partis a été débattue.

Dans tous les cas, cet après-midi de discussion a redonné la pêche à celles et ceux qui ont participé à cette rencontre.

Un nouveau rendez-vous est déjà donné pour une soirée débat en avril avec le Dr Jean-Pierre Martin, autour de son dernier ouvrage : *Émancipation de la psychiatrie*.

Correspondante

prises de parole combatives ont dénoncé les conditions de travail et de soins, ont souligné la nécessité de faire converger les luttes. Une manifestation dynamique s'est ensuite déroulée jusqu'à la place de République.

Parmi les participantEs, outre la présence de l'Union syndicale de la psychiatrie, de la fédération Sud Santé sociaux, des collectifs et associations (Humapsy...), les syndicats CGT étaient nombreux à avoir fait le déplacement, malgré l'appel plus que tardif de leur fédération. En effet, la fédération CGT, constatant l'échec de la journée d'action en psychiatrie du 14 mars à laquelle elle avait appelé seule, a finalement déposé un préavis de grève pour le 21 mars sous la pression de la base.

Si la mobilisation du 21 mars n'a pas rassemblé plus de manifestantEs que celle du 22 janvier, la présence de nombreuses délégations venues parfois de loin, la détermination des participantEs, sont un encouragement à continuer la lutte pour une véritable psychiatrie basée sur la relation, et débarrassée des logiques comptables.

Correspondant

1 - Médecin considéré comme le fondateur de la psychiatrie française, inventeur du « traitement moral » et réformateur des conditions d'hospitalisation des aliénés, à la fin du 18^e siècle.

COMMERCE

Faites vos jeux

Alors que le mouvement des Gilets jaunes se poursuit, les patrons poursuivent les plans de licenciements et autres restructurations, y compris dans le secteur du commerce. L'exemple type ces dernières années dans ce secteur d'une stratégie sacrifiant allègrement l'emploi au profit de la finance est le plan de transformation de Carrefour, mené tambour battant depuis 2018.

Les premiers effets de ce plan viennent d'être salués en Bourse, et pour cause : le montant du dividende versé aux actionnaires reste stable par rapport à l'an dernier, alors que le chiffre d'affaires des hypermarchés français, qui représente un quart de l'activité de Carrefour, fléchit. Mieux, le distributeur en profite pour annoncer un relèvement de 40% de son objectif d'économies d'ici 2020 : qui a dit que quand on aime, on ne compte pas ?

À Conforama, dont le propriétaire sud-africain a maquillé la comptabilité, les près de 10000 salariéEs retiennent leur souffle alors que les rumeurs de rachat par But se font plus fortes. Pour favoriser une telle vente, il y a fort à parier que ce sont les mêmes recettes amères qui seront mises en œuvre : « rationalisation » du réseau et des économies de frais d'échelle, le tout sur fond de fonte des effectifs. L'enseigne Castorama a annoncé elle la fermeture de 11 magasins, dont celui de La Défense, avec à la clé près de 800 suppressions de postes, là où pourtant l'extension des ouvertures dominicales devait en créer...

L'habillement n'en finit pas d'être déshabillé

Après la fermeture de magasins Pimkie et l'interminable démantèlement du groupe Vivarte, la chute des ventes dans l'habillement, liée à une consommation atone, n'en finit pas de faire des ravages. Vient s'y ajouter désormais un effet Brexit : ainsi, Burberry, la maison de luxe britannique, a annoncé le mois dernier la fermeture pour cet été de la quasi-totalité de ses points de vente en régions et le maintien sur Paris des seuls points situés dans les grands magasins, même si l'expertise votée par le comité d'entreprise a pour le moment bloqué ce projet. À New Look, après la victoire en novembre 2018 consécutive à l'abandon du plan social, la direction de transition prépare lentement mais sûrement la liquidation de l'entreprise. Le personnel, sous l'impulsion de ses éluEs et du syndicat Sud Commerce, ne s'en laisse pas compter et a investi en nombre le siège de l'entreprise le 18 mars dernier, accompagné de notre camarade Olivier Besancenot. Ce lundi, les salariéEs étaient encore nombreux en grève pour se faire entendre devant le tribunal de commerce de Paris suite à la mise en redressement judiciaire : ils et elles ont gagné six mois de maintien de l'activité et la désignation de plusieurs représentantEs qui feront contrepoids au projet funeste de leur direction. Éclatement des lieux de travail, moindre présence syndicale que dans l'industrie renforcée par ailleurs par un turn-over important du personnel, le plus souvent sujet à la précarité à commencer par le temps partiel : on comprend mieux la difficulté pour les travailleurEs concernés à se mobiliser face à ces restructurations incessantes, les organisations syndicales oscillant entre accompagnement (CFDT, FO) et résistance (CGT, SUD). Pourtant, comme l'a écrit Brecht, « Ne dites jamais : "c'est naturel" afin que rien ne passe pour immuable. »

LD

MARSEILLE Clap de fin mafieux pour les Moulins Maurel

Fin 2013, les 60 salariéEs des Moulins Maurel, dans le 12^e arrondissement de Marseille, avaient appris la fermeture de leur usine.

Après une longue lutte, des mois d'occupation, deux expulsions musclées par la police (des « socialistes » Hollande-Valls!), le géant de l'agroalimentaire NutriXo, après plusieurs refus obstinés de répondre aux candidats repreneurs, a fini par vendre le site des Moulins Maurel à un investisseur de l'immobilier commercial : la société Sportimmo, dont le dirigeant est – comme par hasard ! – l'époux de l'adjointe à la sécurité de... M. Gaudin (encore lui!)

Une fin de mandat catastrophique

Encore une fois, le « mariage » des intérêts financiers et des politiciens à leur service se révèle destructeur



pour nos emplois, nos quartiers, notre environnement et nos vies. Pour les 60 salariéEs qui s'étaient battus, avec le soutien de forces politiques dont le NPA (Philippe Poutou et Olivier Besancenot s'étaient rendus sur place), le coup

est rude, même si plus beaucoup ne se faisaient d'illusions sur l'avenir de leur outil de travail.

Ne craignant pas le ridicule, l'adjoint à l'Économie du maire d'arrondissement ose même dire qu'il n'est pas au courant de la vente. Si c'est le cas, il ne lui reste plus qu'à démissionner, mais depuis quelques mois, dans les rangs de l'équipe Gaudin, même les plus gros mensonges et les plus grosses bavures ne poussent pas à la démission!

Du moindre au pire, rien ne nous sera épargné en cette fin de mandat : bétonnage de vestiges archéologiques pour ne pas gêner Vinci ; abattage de pins centenaires dans le prétendu sanctuaire du Parc national des calanques pour satisfaire les

appétits d'une école de commerce ; construction d'un mur, digne de Berlin ou de Gaza, pour protéger un chantier de gentrification ; mépris et réquisition de cantinières en grève ; mort de résidentEs dans un habitat laissé à l'abandon ; braderie d'immenses locaux d'un hôpital public ; terrain vendu à prix d'ami à un hôpital privé quand l'APHM est en manque de moyens... M. Gaudin et ses sbires auront au moins la palme du mépris et des magouilles mafieuses!

Au moment où les mêmes veulent détruire l'usine Saint-Louis Sucre et l'hôpital Sainte-Marguerite, il est temps de se mobiliser pour balayer ce système capitaliste prédateur.

Jean-Marie

à cause de la nature même de la médecine libérale, isolée, solitaire, sourde aux déterminants sociaux de santé, peu portée vers la coordination des soins et la démocratie sanitaire qu'imposent une société plus éduquée, où les polyopathologies chroniques imposent de mettre les patientEs, leur intelligence, leur pouvoir sur leur vie au centre des stratégies de soin. Avec sa liberté d'installation qui multiplie les effets de fuite devant la politique de métropolisation du capital, synonyme de fuite des services publics depuis les campagnes et les banlieues populaires. Avec son paiement à l'acte et ses dépassements d'honoraires.

La médecine comme centre de tri ?

Bien loin des discours sur l'accès aux soins de qualité pour touTEs que permettraient les maisons de santé pluridisciplinaires, la dernière séance de négociation

conventionnelle (Caisse de sécu - syndicats médicaux) illustre bien les intentions du pouvoir. La Caisse nationale d'assurance maladie y développait la nécessité que les médecins, flanqués d'assistantEs médicaux (dont le nombre devrait en 3 ans monter à 4000), voient en moyenne 6 patientEs par heure (10 minutes par patientE, contre actuellement, en moyenne, 15 minutes), et 12 patientEs par heure (5 minutes) pour les assistantEs médicaux... La médecine de ville, devenue ainsi centre de tri, suppose aussi nouveaux locaux, nouvelle organisation spatiale du travail, regroupements, investissements immobiliers. La naissance d'un secteur capitalistique, avec pharmacie en bas, location, par des sociétés immobilières de locaux aux médecins, qui pourraient encaisser à la chaîne les honoraires. À l'image des centres « Plus belle ma vue », où une batterie d'orthoptistes

examine les yeux des patientEs, reliés par internet à un ophtalmologiste en Espagne, en faisant des dépassements d'honoraires et en refusant la CMU!

Bien sûr, les malades auront la « liberté » de payer plus, pour se payer un « vrai » médecin qui ne soit pas avare en temps d'écoute, d'examen. Mais seuls les « premiers de cordée » y auront accès. À la campagne, au bas des tours, une médecine capitalistique, à la chaîne, sans médecin, voilà l'avenir. La destruction du secteur psychiatrique l'illustre bien. La fin d'un service public de proximité de la psychiatrie, gratuit, c'est la fuite de ceux qui peuvent payer vers des psychiatres de ville déjà débordés, et l'abandon pour la majorité des patientEs. À nous de défendre un autre horizon, un service public de santé de proximité, pluridisciplinaire, maillant tout le territoire, financé par la Sécu et géré par la



démocratie sanitaire et pas l'austérité, prenant en charge les soins gratuits, la prévention, la permanence des soins, avec une formation indépendante des labos, où

les différentEs intervenantEs médicaux auront autant de temps à consacrer aux patientEs qu'il en faut.

Frank Cantaloup

NPA jeunes**Week-end de formation à Paris**

Basé sur l'asservissement de tous par une poignée, sur l'exploitation des ressources humaines et naturelles, le capitalisme est un système organisé autour des profits de quelques-uns, jamais autour des besoins humains. Son incapacité à résoudre la crise économique, sociale, écologique pousse les travailleurEs et les jeunes du monde entier à la révolte, posant ainsi les bases de son propre effondrement.

En France, en Algérie, à Haïti et dans bien d'autres régions du monde, les gens se battent pour une société réellement juste, des conditions d'existence dignes, et un avenir à l'abri des guerres, de la misère et des oppressions. Ces perspectives, ce sont les nôtres : comment les défendre ? Pourquoi s'organiser ? Que nous apportent les expériences passées du mouvement ouvrier ?

Rendez-vous le week-end du 30 et 31 mars 2019 en région parisienne pour un moment de formation politique avec le secteur jeunes du NPA !

Pour s'inscrire et connaître le lieu, nous contacter :	
Twitter	Npa_jeunes
Mail	contact-jeunes@npa2009.org
Facebook	Jeunes nouveau parti anticapitaliste

Participation de 15 euros demandée (repas inclus) ; remboursement d'une partie des frais de transports.



Exceptionnellement, le CPN a été écourté, ne débutant que le samedi en fin d'après-midi, afin de permettre aux camarades de participer aux manifestations. Avec les dernières annonces du gouvernement, la campagne ultra-sécuritaire et les nombreuses interdictions de manifester, il nous semblait en effet essentiel d'être dans la rue, avec celles et ceux qui se mobilisent, depuis 19 semaines, pour la justice sociale et contre les politiques au service des riches.

De l'Algérie aux Gilets jaunes

La première partie du CPN a été consacrée à une longue discussion, avec un camarade algérien, sur les évolutions du soulèvement populaire en Algérie. La résolution politique adoptée a ainsi rappelé que « le soulèvement algérien est un formidable encouragement pour les peuples du monde entier, et une forme de remède au fatalisme » et que « la solidarité avec la lutte populaire algérienne et la dénonciation des complicités impérialistes françaises doivent être au cœur de notre profil internationaliste. »

Une large part des discussions a ensuite été consacrée à la situation en France, marquée par la persistance et la détermination du mouvement des Gilets jaunes et par l'incapacité du gouvernement Macron, malgré ses réponses ultra-répressives, à reprendre la main. L'instabilité et le climat de contestation perdurent, une situation riche d'opportunités, comme l'a confirmé la réussite des récentes mobilisations pour le climat, notamment dans la jeunesse. Mais, malgré son affaiblissement, le gouvernement entend poursuivre ses attaques, aidé en cela par la stratégie désastreuse des confédérations syndicales, qui ont fait le choix de maintenir leur politique de « journées d'action » sans lendemain, qui n'inquiète guère le pouvoir, qui ne reculera réellement que s'il est confronté à un véritable mouvement d'ensemble, un blocage total du pays.

Ainsi que le souligne la résolution majoritairement adoptée, le NPA entend dès lors continuer de « s'investir loyalement dans la construction des mobilisations, des lieux de travail aux ronds-points, œuvrer à leur développement et à leurs convergences, tout en posant un certain nombre de questions et en menant les discussions qui nous semblent essentielles : unité, auto-organisation, nécessité de la grève ». Il s'agit également de « pousser à l'approfondissement des liens entre le mouvement ouvrier organisé et les Gilets jaunes,

Conseil politique national**Pour un printemps de luttes et une campagne anticapitaliste**

Le Conseil politique national (CPN) du NPA s'est réuni les 23 et 24 mars pour échanger et élaborer sur la situation politique, les luttes en cours et l'intervention du NPA en leur sein, mais aussi pour prendre des décisions concernant la campagne des européennes.

ce qui passe également par le fait de mettre en avant, dans chaque secteur, des revendications spécifiques faisant ce lien (salaires, défense des services publics, etc.). Enfin, le NPA va « continuer de construire des cadres de front unique, même partiels, en soutien à la mobilisation et autour de questions politiques spécifiques – comme nous le faisons sur la répression », et « défendre ses propres perspectives politiques, en élaborant et distribuant du matériel, en organisant des réunions publiques et des meetings » lors des semaines qui viennent.

Pas de liste aux européennes, mais une campagne anticapitaliste et internationaliste

Le CPN a pris acte du fait que, malgré la campagne de souscription des derniers mois, notre organisation n'aurait pas les moyens financiers de présenter une liste lors des élections européennes.

Le coût de la seule impression des bulletins de vote et des professions de foi est en effet estimé à un million d'euros, une somme considérable pour le NPA, qui ne bénéficie d'aucun financement public.

Le NPA ne présentant pas de liste, il appellera lors du scrutin du 26 mai à voter pour la liste présentée par Lutte ouvrière, organisation vis-à-vis de laquelle nous avons engagé, malgré nos divergences, une démarche unitaire en vue d'une campagne commune, anticapitaliste, révolutionnaire, lors des élections européennes, malheureusement sans succès.

Nous n'entendons cependant pas être absents du débat politique de ces prochaines semaines et nous résigner face à un système électoral injuste et particulièrement contraignant pour une organisation comme la nôtre, qui ne vit que grâce aux cotisations de ses militantEs et aux dons de ses

sympathisantEs. Nous organiserons donc une campagne militante et une série de réunions publiques, dans lesquelles le NPA et ses porte-parole Olivier Besancenot, Philippe Poutou et Christine Poupin défendront un programme répondant à la fois aux problématiques de la campagne européenne (lutte contre l'austérité et les traités européens, liberté de circulation et d'installation pour les migrantEs...) et aux revendications exprimées par les mobilisations sociales, démocratiques, écologiques de ces dernières semaines (Gilets jaunes, justice sociale et climatique...). Cette campagne se fera en lien avec les luttes en cours, et en soutien à ces dernières, seules à même de modifier radicalement le rapport de forces face au gouvernement Macron, pour en finir avec sa politique au service des riches et des grands groupes capitalistes.

Julien Salingue

Les Nôtres**Gabriel Hauet**

Pour lui, pour Catherine sa compagne, pour nous, c'était Gaby. Il est parti le lundi 18 mars 2019. 148 ans avant, le 18 mars 1871, se soulevait la Commune de Paris. Gaby s'inscrivait dans cette tradition ouvrière des luttes politiques contre la bourgeoisie, les patrons, toutes les formes d'oppression et le mépris de classe. Il était généreux, attentif, attentionné, sensible. Chaleureux avec ses amiEs et camarades, il savait être sans concessions ni détours vis-à-vis des ennemis de classe. Il est entré à la LCR en 1973. De 1971 à 2002, il travailla dans une usine de fabrication de freins : Loockheed, devenu DBA, puis Bendix France, puis Allied Signal,



puis Bosch. Représentant syndical CFDT, avec ses camarades de travail, ils se sont battus contre cette multinationale qui n'hésitait pas à mettre leurs vies en danger par l'utilisation de l'amiant. Grâce à leurs actions, Bosch a été condamné. Il s'est aussi battu contre sa direction, alors qu'il était victime de discrimination du fait de son engagement syndical. Là encore la direction a dû plier. Lorsque Gaby vendait *L'Anticapitaliste* sur le marché de Beauvais, ses camarades de travail et de combat, « les Bosch », venaient le saluer. Il était reconnu comme militant ouvrier. En 2009, Gaby a continué de militer au NPA. Il était présent à toutes les manifestations beauvaisiennes, en

solidarité avec la Palestine, avec Solidarité-Migrants (occupation du camping de Beauvais, des services administratifs du conseil départemental, customisation du local de la député LREM Agnès Thill pour protester contre la loi raciste Asile-immigration qu'elle avait votée)... Il était là le 18 décembre lors d'une nouvelle manifestation pour dénoncer la situation des migrantEs et les lois racistes. Ce jour-là, il avait du mal à marcher. Gaby est parti. Il est au « paradis » des révolutionnaires comme l'a dit Catherine. Il est et sera forcément présent dans nos mémoires, dans nos cœurs. Gaby, par son engagement, sa détermination, sa solidarité continuera à nous inspirer. Nos pensées vont vers sa famille, sa mère, ses enfants, ses petits-enfants. Catherine, notre camarade, notre amie, nous sommes à tes côtés.

Ses camarades et amiEs

Les comités en action !

NOTRE PLANÈTE, NOS VIES, LA VIE, VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS!

RÉUNION PUBLIQUE

AVEC **CHRISTINE POUPIN**
Porte-parole du NPA

Lundi 1er avril à 19h
Beauvais,
Espace Pré Martinet

Gilets jaunes, travailleurs, jeunes contre la politique antiouvrière du gouvernement et des patrons

Tous ensemble pour mener notre lutte de classe!

Réunion publique avec **Philippe POUTOU**

jeudi 4 avril
BORDEAUX

Salle Point du Jour Pierre Tachou - à 20h

NPA

SOIRÉE-DÉBAT DU NPA SAINT-DENIS

LE MOUVEMENT POPULAIRE ALGÉRIEN

SAMEDI 6 AVRIL
AVEC DES MILITANTS ALGÉRIENS

17H30 DÉBAT
20H COUSCOUS
AU ROI DU COUSCOUS
63 RUE DU LANDY, PLAINE SAINT DENIS

PARTICIPATION 15€ / 10€ PRÉCAIRES, SANS EMPLOI
CONTACT : NPA.STDENIS@GMAIL.COM

NOS COMBATS, NOS LUTTES, ON LÂCHE RIEN !

RÉUNION - DÉBAT
EN PRÉSENCE DE **PHILIPPE POUTOU**

Vendredi 5 avril
à 19 h

Tulle, salle Latreille

19h00 - 20h30
Tables de presse partis invités
Buffet de produits locaux
Témoignages de luttes

MEETING

Précarité, Europe du capital, changement climatique... Stop !
SORTONS DU CAPITALISME !

Avec **OLIVIER BESANCENOT**

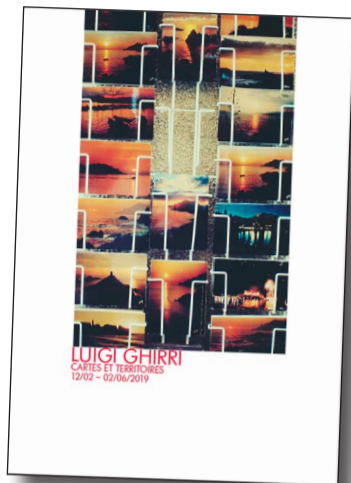
CHAMBERY
LUNDI 15 AVRIL - 19H
SALLE FESTIVE DU SCARABÉE

Exposition

Luigi Ghirri: Cartes et territoires

Galerie nationale du Jeu de Paume, Paris. Jusqu'au 2 juin.

La Galerie nationale du Jeu de Paume présente un ensemble exceptionnel de photographies de Luigi Ghirri, réalisées entre 1970 et 1978. Géomètre de formation, Ghirri a été très lié tant à la littérature qu'à l'art contemporain des années 1960-1970. Ses connaissances et sa culture historique et artistique incontestables sont à l'origine d'une production photographique d'une subtilité et d'une rigueur exceptionnelles, que l'exposition met en valeur d'une manière très intelligente.



sorte de « non-lieu ». L'univers qu'il affectionne est celui d'un monde urbain ou péri-urbain où la « nature » n'est qu'une image de plus.

Mettre en abîme le réel et sa représentation

Ghirri confiait délibérément le tirage de ses clichés à des laboratoires industriels car il ne souhaitait pas « manipuler l'image ni travailler le tirage ». Il faisait le choix de la couleur parce que, dans ses artifices, la photo rend compte du monde dans sa polychromie. « Mes photographies sont en couleur parce que le monde réel n'est pas en noir et blanc et les papiers pour la photographie en couleur ont été inventés », disait-il. Ce qui importe à Ghirri c'est le cadrage, une certaine frontalité ; et aussi cette zone où la photographie met en abîme le réel et sa représentation ; où elle démultiplie la représentation photographique comme dans cette série où il prend des gens se photographiant, ou dans cette photo où un anonyme fait un portrait de groupe de touristes devant Notre-Dame ; et encore, au Louvre où, devant un portrait de femme du 17^e siècle, il cadre un visiteur photographiant sa famille à côté du portrait. Souvent sont présentés des personnes qui se détachent de paysages représentés, comme cette photo de Lucerne

en Suisse italienne où un couple est assis à une table dans une salle dont le mur est en fait une affiche représentant une mer fictive. Cette association trouble la frontière entre le réel et son image. D'autres photos produisent un effet d'abstraction tirant l'image du monde vers ce qui pourrait être l'écho d'un tableau, ou une « citation d'œuvre d'art contemporain », ou un inventaire formel de structures ou de textures : on peut le voir dans ses séries de stores ou dans ses photos de mosaïques qui se tiennent à cette lisière où l'image est proche de perdre son indexation au réel au profit d'un univers quasi abstrait et formaliste.

Le titre suggère à juste titre que ces ensembles forment un atlas qui nous permet de voir cette entité multiple qu'est notre monde. L'exposition permet de voir la rigueur formelle du photographe, son sens du cadrage et de la lumière. La force étonnante de Ghirri réside dans sa capacité à puiser, dans l'économie épurée de sa photographie, la matière d'une poésie. La présentation et les commentaires qui l'accompagnent sont d'une justesse et d'une pertinence qu'il faut souligner. Riche et dense, c'est une exposition qui exige le temps de la regarder, à l'opposé d'un art de la distraction. Voilà réellement un événement à ne pas rater. Simultanément a lieu une exposition de Florence Lazard, sur laquelle nous reviendrons.

Philippe Cyroulnik

Mariage complexe du kitsch et de la modernité

Le photographe italien, décédé en 1992, travaillait par séries, qui se développaient sur plusieurs années. Ses photos montrent avec une acuité et une subtilité remarquables l'inscription dans le paysage de la culture populaire, le mariage complexe, dans l'espace urbain, du kitsch et de la modernité. Son œuvre a développé une interrogation sur ce qu'il en est de la représentation et du portrait à l'ère de la photographie comme « art moyen » (pour reprendre le terme de Bourdieu). Elle propose une réflexion visuelle lucide et poétique de notre environnement.

La force de ses photographies réside en particulier sur cette capacité à faire

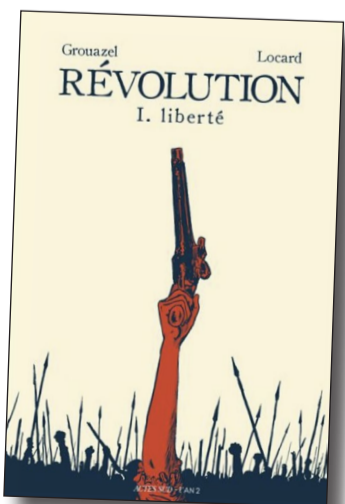
survenir une poésie du paysage sans renoncer à une approche analytique voire critique. On retrouve dans son travail l'écho du travail sur le vernaculaire mené par le photographe Walker Evans et celui des approches conceptuelles d'artistes comme Ed Ruscha et ses *Gasoline Stations* de 1963 ou celle des photos de Dan Graham durant les années 1960. Il y a chez Ghirri une poésie de l'ordinaire, qui sait jouer avec acuité de ces rencontres entre cliché, mauvais goût et banalité. C'est ce que révèle par exemple cette photo d'une rangée de cyprès derrière une grille de parking avec une voiture dans une

Bande dessinée

Octobre 1789, les femmes pauvres de Paris occupent la salle où siègent les députés. Un lieutenant de la Garde nationale s'adresse à son frère député de l'Assemblée nationale : « Ça fait six mois que vous perdez vos après-midis. »

Bouillonnement populaire

Une phrase dans la tonalité de la BD exposant une révolution de 1789 en actes. Les deux auteurs, Grouazel et Locard, ne récitent pas le catéchisme républicain : la « bonne » révolution pacifique et éclairée réalisée dans une enceinte parlementaire. Au contraire, ils montrent comment le petit peuple porte les coups les plus durs à l'ancien régime notamment par la violence. Comme en ce 14 juillet où alors que les députés du tiers état, redoutant une attaque des troupes royales, se préparent à jouer les martyrs, les parisiens prennent d'assaut la Bastille. Ils bousculent la très respectable bourgeoisie se livrant à une guerre, certes, mais « une guerre de mots, une guerre de principes », selon l'aveu de Barnave, un chef de file des révolutionnaires bourgeois.



Révolution, Tome 1: Liberté, par Florent Grouazel et Younn Locard

Actes Sud, janvier 2019, 328 pages, 26 euros

Ces bourgeois qui ne peuvent pas se passer des pauvres pour s'opposer au roi et à l'aristocratie, ne souffrent pas que ceux-ci fassent entendre leur voix. À l'image des gardes nationaux, majoritairement recrutés parmi les moyennes

fortunes de la capitale acceptant les armes prises à la Bastille ou aux Invalides, mais qui refusent aux vendeuses de poissons des Halles le droit de distribuer elles-mêmes les farines nécessaires à l'alimentation des parisiens. *Révolution* :

c'est la révolution dans la rue et le bouillonnement populaire. C'est la révolution telle qu'elle est : pas celle que les bourgeois ont voulu présenter. Et il reste deux tomes à venir !

Bastien Thomas

Cinéma

M, de Yolande Zauberman

Documentaire français, 1h46, sorti le 20 mars 2019.

Yolande Zauberman s'était déjà fait connaître avec *Classified people, Caste criminelle, Moi Ivan toi Abraham, Would You Have Sex With an Arab* ?

Dans le documentaire *M*, elle réussit la prouesse de suivre au plus près Menahem Lang (M), acteur, chanteur, qui a travaillé avec Amos Gitai, de retour à Bnei Brak, ville proche de Tel Aviv et haut lieu du judaïsme ultra orthodoxe, dans la communauté hassidique, pour régler ses comptes avec les violeurs qui ont abusé de lui quand il était enfant.

Communauté particulièrement fermée

Il y revient après 15 ans d'exil, après avoir dénoncé à la télévision les agressions qu'il a subies de la part des rabbins quand il était « enfant à la voix d'or » accompagnant les cérémonies religieuses. Menahem utilise

l'opportunité du tournage pour percuter sa communauté et, parce qu'il est connu, parce que tout le monde sait pourquoi il revient, il attire à lui, tel un aimant, des témoignages incroyables.

Yolande Zauberman n'a pas le même objectif. Elle n'est pas là pour se venger, pour juger, mais pour pénétrer cette communauté particulièrement fermée. Le plus extraordinaire, c'est qu'une femme ait pu réaliser un tel documentaire dans des lieux qui lui sont normalement interdits. Sa force est de parler le yiddish : c'est sa porte d'entrée pour être acceptée par le groupe. Et elle suit au plus près M, caméra à l'épaule, de nuit, captant les témoignages, les confidences, révélant les violents ordinaires des enfants, les angoisses des adultes face au cercle vicieux du violé/violeur. On est sidéré par la franchise, la candeur des propos recueillis. Ce documentaire n'est pas une plongée dans un



univers exotique. On ressort de là avec plein de questions sur les rapports de pouvoir et les oppressions qu'ils entraînent au sein des communautés humaines.

À noter que Sélim Nassid, le preneur de son de Yolande Zauberman, a réalisé un livre, *l'Histoire de M*, à partir d'interviews spécifiques en parallèle aux prises de son, paru début mars, qui répond à de nombreuses questions posées par le documentaire.

Jean-Marc Bourquin

Essai

La critique des armes, une histoire d'objets révolutionnaires, d'Éric Fournier

Éditions Libertalia, 496 pages, 20 euros, paru le 20 février 2019.

Après 1848, l'abandon des armes (et du Parti) apparaissait comme la pire des erreurs aux yeux de Marx et Engels : « Il ne faut, sous aucun prétexte, se dessaisir des armes et munitions, et toute tentative de désarmement doit être repoussée, au besoin, par la force »¹. En outre, l'absence de guerre civile en France après 1871 ne conduit pas anarchistes, socialistes et communistes à désarmer complètement. Le tout dans un contexte où le port d'arme reste relativement libéralisé jusqu'en 1914, voire jusqu'en 1939...

« Citoyen Browning » et Militant rouge

S'appuyant sur de nombreux écrits d'époque, des archives policières, ou de nouvelles recherches, notamment publiées chez le même éditeur, Éric Fournier plonge le lecteur dans des événements parfois célèbres mais souvent méconnus à tel point que l'on néglige souvent que l'on s'avance armés face aux flics durant toute la III^e République. Avant 1914, le socialiste Hervé fait l'apologie du revolver à travers la figure du « Citoyen Browning ». En mars 1934, 6% de militants d'un rayon du PC, ne prenant « pas au sérieux » la question de l'armement, ont des armes de poing.

Dans les affrontements, fusils, mitrailleuses et pistolets ne constituent pas le décor. Soulignant leur centralité, l'auteur évoque des « armes animées ». Étudier les armes permet de redécouvrir Fourmies en 1891, le Languedoc révolté de 1907, la « manifestation Ferrer » de 1909, la grève du Havre de 1922, la rue Damrémont en avril 1925, les émeutes de février 1934, les grèves de 1947-1948 et de nombreux autres épisodes de l'histoire du mouvement ouvrier.



Parler et s'armer

L'analyse des gestes et des propos – l'objet du livre – présente agréablement des cultures ouvrières et militantes s'inscrivant dans des atmosphères insurrectionnelles. Justifiant la lecture, c'est sa principale qualité. L'auteur ne néglige pas, en outre, les liens entre rapport aux armes et orientation politique. On peut, en revanche, regretter que la dimension universitaire du travail d'Éric Fournier ressorte dans une rhétorique sur les discours plutôt que dans une rigueur dans l'étude de l'effectivité de l'armement prolétarien et des affrontements de rue ordinaires. Curieusement, si Victor Serge est abondamment cité, Léon Trotski – militant très en lien avec la France, accessoirement dirigeant et théoricien de l'Armée rouge – est quasiment absent de l'ouvrage.

Kris Miclos

1 – K. Marx - F. Engels, *Adresse du Comité central à la ligue des communistes*, mars 1850.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Le 26 mars 2018, lorsque les postierEs des Hauts-de-Seine apprennent que Muriel Pénicaud, ministre du Travail, a autorisé le licenciement de Gaël Quirante, secrétaire départemental de Sud Poste 92, syndicat majoritaire sur le département, ils et elles se mettent massivement en grève. De quel droit Pénicaud, qui a été épinglée à 671 reprises pour infractions au code du travail lorsqu'elle était chef d'entreprise, se permet-elle de licencier, pour des faits syndicaux, le secrétaire du syndicat majoritaire ? Cette décision n'indigne pas uniquement les postierEs, puisqu'un large soutien syndical et politique s'exprime le soir même lors d'un grand rassemblement devant le ministère du Travail, en présence entre autres de Jean-Luc Mélenchon, Olivier Besancenot ou Éric Coquerel.

Contre la politique managériale de La Poste

Avec ce soutien massif et l'écho médiatique de ce scandale, les postierEs du 92 espèrent mettre assez de pression sur la direction de La Poste pour qu'elle ne procède pas au licenciement malgré l'autorisation accordée. Voilà pourquoi ils et elles partent en grève reconductible à plus de 150 sur des communes aussi emblématiques que Neuilly-sur-Seine ou Boulogne-Billancourt. Ils et elles veulent aussi profiter de l'écho de cette affaire pour mettre sur le devant de la scène la réalité des conditions de travail dans cette entreprise qui, malgré des missions de service public, est gérée avec une politique managériale dont le but est d'engranger un profit maximal, quels que soient les moyens employés, au prix de la santé et même de la vie de ses salariéEs. Comme à France Télécom il y a quelques années, La Poste doit en effet faire face à des vagues de suicides chez ses salariéEs. Voilà pourquoi, dès le 2^e jour de grève, au-delà du licenciement de Gaël Quirante, les revendications s'élargissent aux conditions de travail : l'embauche des intérimaires et le refus des réorganisations qui ont pour conséquences de supprimer des tournées et des emplois et d'augmenter la charge de travail pour les agents.

Attitude guerrière de la direction

Dès le début du conflit, la direction de La Poste a adopté une attitude extrêmement violente vis-à-vis des grévistes. Dès le premier mois, elle met toutes les paies à zéro euro et refuse d'ouvrir des négociations pendant presque 11 mois. Voilà sans doute la principale explication à la longueur de cette grève. Pourquoi la direction de La Poste adopte-t-elle cette attitude guerrière ? Tout simplement parce que cette grève met le doigt sur un fait évident qui lui fait mal : La Poste vole du temps de travail à ses salariéEs. Toute la stratégie actuelle de l'entreprise est de supprimer des emplois et de faire endosser de nouveaux « services » à ses salariéEs, au motif que le trafic du courrier baisserait. Or la direction de l'entreprise est dans l'incapacité de prouver qu'il y a effectivement une baisse de la charge de travail. Parce que c'est tout simplement faux ! Le nombre de lettres a certes diminué, mais le nombre de colis et d'encombrants a explosé. La Poste a été condamnée 22 fois en justice pour avoir sous-estimé la charge de travail réellement effectuée. Mais reconnaître ce vol de temps de travail reviendrait à remettre en cause toute la stratégie mise en place pour augmenter les profits. Voilà pourquoi elle a décidé d'engager un réel bras de fer. Refus de négocier, paies à zéro euro, retrait aux grévistes des tickets restaurant, suppression du complément familial

UN AN DE GRÈVE RECONDUCTIBLE POUR LES POSTIER-E-S DU 92 Un combat exemplaire et une détermination sans faille, jusqu'à la victoire !

Le 26 mars, les postierEs du 92 ont fêté leur un an de grève reconductible. Cela paraît impensable en l'écrivant. C'est pourtant le combat qu'ont engagé 150 postierEs des Hauts-de-Seine. Aucun d'entre elles et eux n'aurait imaginé, lorsqu'ils et elles se sont mis en grève le 26 mars 2018, que ce conflit prendrait cette ampleur et cette durée.



PHOTO THÈQUE ROUGE / HERMANN CLUCK

et des mutuelles, répression avec intervention de la police dans les centres, convocations au commissariat, et même violences physiques de cadres à l'encontre des grévistes : voilà les méthodes employées.

Détermination des grévistes

Mais la direction ne se doutait pas à quel point la détermination ouvrière était puissante. À chaque intervention que font les grévistes, ils et elles le répètent : aucunE des 150 postierEs engagés dans ce conflit ne reprendra le boulot sans avoir gagné ! Ils et elles reprendront la tête haute ! Pourquoi et comment tiennent-ils ? Tout d'abord parce que, grâce à ce conflit, ils et elles ont retrouvé leur dignité. En refusant de se faire broyer par le patronat, ils et elles sont redevenus quelqu'un, ils et elles ont repris le contrôle de leurs vies. Chaque jour en assemblée générale, ce sont elles et eux qui décident, et non leurs chefs. Ils et elles tiennent grâce à la conviction profonde qu'ils et elles vont gagner ! Leur popularité ne fait que grandir au fil des mois. Dans toutes les manifestations, les meetings, les réunions dans lesquels ils et elles se déplacent, des jeunes, des salariéEs leur témoignent leur solidarité, leur respect, leur gratitude. Pour avoir osé relever la tête, ils et elles redonnent confiance à des milliers de salariéEs et deviennent un exemple à suivre. Ils et elles ne sont pas isolés. Ils et elles sont soutenus par des personnalités politiques, syndicales, des artistes, des intellectuelEs. Ils et elles sont entourés et aidés par un collectif de soutien d'usagerEs. Ils et elles savent que leur victoire serait un formidable encouragement pour toutes celles et tous ceux qui se battent et expriment leur colère, comme dans l'éducation nationale actuellement contre les réformes Blanquer, comme les jeunes dans les lycées ou les universités, comme celles et ceux qui se retrouvent dans les manifestations le samedi au côté des Gilets jaunes...

Et ils et elles tiennent aussi et surtout grâce à la caisse de grève mise en place dès le début du conflit, qui réalise l'exploit de collecter chaque mois l'argent permettant aux grévistes et à leurs familles d'assurer le minimum vital. Mais, au bout de 12 mois, réussir cet exploit tous les mois relève d'une épreuve de force.



Alors plus que jamais ils et elles ont besoin de vos dons.

De premières victoires

La grève a déjà remporté quelques victoires. Comme il est illégal de remplacer des grévistes en embauchant des intérimaires et que la direction ne trouvait pas de facteurs titulaires volontaires pour effectuer les tournées des grévistes, elle a été obligée d'embaucher en CDI les intérimaires. La Poste a d'ores et déjà subi une grande défaite lorsque la cour d'appel de Versailles a confirmé que Gaël Quirante pourrait continuer à être représentant syndical et pourrait donc continuer à intervenir dans les centres

postaux. Malgré le licenciement, ils n'ont pas réussi à se débarrasser de lui, ils n'ont pas réussi à faire taire cette équipe syndicale qui continue à défendre au quotidien les conditions de travail des postiers et postières. Depuis le mois de janvier, les grévistes ont tout fait pour obtenir l'ouverture de négociations. Ils et elles se sont rendus dans tous les sièges sociaux de La Poste, ils et elles ont occupé les bureaux de tous leurs responsables et dirigeants, ils et elles ont interpellé les responsables politiques du gouvernement et en premier lieu Bruno Le Maire, leur ministre de tutelle. Ces actions ont porté leurs fruits. Depuis le 1^{er} mars, un processus de négociations s'est enfin ouvert. Pour les grévistes, il est clair qu'ils et elles ne reprendront pas le travail sans la signature d'un protocole de fin de conflit satisfaisant les principaux points de leurs revendications, à savoir le report des réorganisations. Les postierEs du 92 sont donc prêts à tenir encore. Pour cela ils et elles ont besoin du soutien le plus large possible : individus, structures syndicales, politiques, associatives, acteurE culturel, personnalités, intellectuelEs. Le 7 avril prochain, les grévistes du 92 organisent un grand concert de soutien à la Bellevilloise à Paris. Venez nombreux et nombreuses !

Correspondant

Adressez vos dons à la caisse de grève et vos messages de soutien
 - Sur internet : <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66>
 - Virement : sur le compte SUD POSTE HAUTS DE SEINE : IBAN FR76 4255 9100 0008 0033 2571 214
 - Chèques à l'ordre de SUD Poste 92, mention « solidarité grévistes au dos » à envoyer à SUD Poste 92, 51 rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes

L'image de la semaine



Vu ailleurs

TECHNIP: BOÎTE EN DÉFICIT, PDG ET ACTIONNAIRES SE SUCRENT.

Une prime de départ de 14 millions d'euros : c'est ce que va toucher l'ingénieur lyonnais Thierry Pilenko, ancien PDG de l'entreprise parapétrolière Technip, qui quitte ses fonctions suite à la fusion avec le groupe étatsunien FMC. L'ex-PDG cumule l'équivalent d'une année de rémunération fixe, soit 2 millions d'euros, une clause de non concurrence de 2 millions d'euros, plus 10 millions d'euros d'actions gratuites, selon les informations révélées par BFM. L'annonce fait tache alors que le groupe TechnipFMC affiche 1,9 milliard de dollars de pertes en 2018. [...]

En additionnant dividendes et rachats d'actions, TechnipFMC était aussi en 2017 l'entreprise du CAC40 la plus généreuse envers ses actionnaires. Elle leur a versé plus de deux fois ses bénéfices pour l'année.

Du côté des salariés et de leurs représentants, le tableau est tout autre. Beaucoup estiment que la fusion s'est faite au détriment des intérêts français, et que le départ de Thierry Pilenko ne fait qu'officialiser le passage de l'entreprise sous pavillon américain. Les mauvais résultats de Technip et les réorganisations en série semblent avoir entraîné – déjà avant la fusion – une vague de souffrance au travail au niveau du siège, avec plusieurs suicides. Syndicats et directions s'écharpent sur la prévention des risques psycho-sociaux. Plusieurs milliers d'emplois devaient être supprimés au niveau du groupe, dont 700 pour le seul siège parisien.

La fusion entre Technip et FMC avait été vendue comme une opération entre deux groupes égaux et un moyen de créer un « champion » capable de résister à la baisse des cours du pétrole et de faire face à la concurrence mondiale. Comme souvent, l'opération semble s'être faite au bénéfice exclusif des actionnaires et des dirigeants.

Pourtant, le premier actionnaire de TechnipFMC reste... l'État français, à travers Bpifrance et l'Institut français du pétrole, à l'origine de la création de Technip dans les années 1950. Comme dans le cas de Renault, l'État actionnaire semble ne pas pouvoir – ou ne pas vouloir – imposer effectivement des limites aux rémunérations patronales. Technip a également bénéficié du soutien de l'État sous forme de garanties de crédit, pour plusieurs autres projets, dont le complexe gazier Yamal LNG en Russie avec Total ou encore la plateforme Coral LNG au large du Mozambique (Valait-il vraiment la peine que le gouvernement français renie ainsi ses engagements climatiques en finançant ces projets d'énergies fossiles néfastes pour le climat ?

Olivier Petitjean, « Technip : une prime de départ de 14 millions et une lourde ardoise pour le climat », Bastamag, 22 mars 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	6 mois 28 €	1 an 56 €	6 mois 20 €
Mensuel	6 mois 22 €	1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 €	1 an 100 €	6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		3 mois 10 €

ÉTRANGER
 Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
	25 € par trimestre		19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
 Nom : Prénom :
 Adresse : Ville :
 Code postal :
 Mail :

Désignation du compte à débiter
 IBAN :
 BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
 En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
 Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org